

Envoyé en préfecture le 05/07/2023

Reçu en préfecture le 05/07/2023

Affiché le

ID : 035-243500139-20230622-C23\_096-DE

# 2022

# COMPTES ADMINISTRATIFS

# SOMMAIRE

TABLES DES MATIERES	2
---------------------	---

PREAMBULE	4
-----------	---

SYNTHESE BUDGETAIRE	5
---------------------	---

GLOSSAIRE	
-----------	--

## Table des matières

Préambule.....	4
Budget consolidé.....	5
Budget Principal .....	6
I. Équilibre du compte administratif 2022.....	6
II. Structure du compte administratif par chapitres.....	7
III. Analyse de la section de fonctionnement.....	9
A. Dépenses de fonctionnement par chapitre .....	9
B. Dépenses de fonctionnement par politiques publiques.....	14
C. Recettes de fonctionnement.....	18
IV. Analyse de section d'investissement.....	24
A. Dépenses d'investissement.....	24
B. Recettes d'investissement.....	28
C. La dette.....	29
Budgets annexes .....	31
I. Budget annexe transports urbains.....	31
A. Section d'exploitation .....	31
B. Section d'investissement .....	33
II. Budget annexe éliminations et valorisation des déchets .....	35
A. Section de fonctionnement.....	35
B. Section d'investissement .....	36
III. Budgets annexes Assainissement.....	38
A. Régie assainissement collectif.....	38
B. Assainissement (DSP).....	41
C. Assainissement non collectif-SPANC.....	43
IV. Centre des congrès.....	44
A. Section d'exploitation .....	44
B. Section d'investissement .....	44
V. Budgets annexes réseaux de chaleur .....	45
A. Budget réseaux de chaleur (DSP).....	45
B. Budget annexe Régie réseaux de chaleur .....	47

VI.	Budgets annexes des zones d'aménagement.....	48
VII.	Crématorium.....	50
VIII.	Production d'énergie photovoltaïque.....	51
Annexe 2 – Bilan de la gestion des engagements pluriannuels .....		53
Annexe 3 – Subventions de fonctionnement versées détail par politique et bénéficiaires .....		55

# Préambule

Après deux années marquées par la crise sanitaire de la Covid-19, l'année 2022 signe le retour à un mode de fonctionnement "normal" pour les services de la collectivité. L'activité est également marquée par un retour de l'inflation à un niveau élevé suite au déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022.

Ce nouveau contexte économique a eu, de fait, un impact fort en matière financière, avec une forte hausse des prix des matières premières et de l'énergie, qui s'est répercutée sur les coûts de prestations et de production. Ce contexte inflationniste a par ailleurs entraîné une augmentation significative et rapide des taux d'intérêts qui se traduit par un renchérissement de la mobilisation de la dette.

Malgré ces facteurs exogènes inédits, Rennes Métropole maintient ses objectifs de mandat en matière de services à la population et d'investissement. Ainsi, l'année 2022 a été marquée par :

- **La mise en service la seconde ligne b de métro** le 20 septembre 2022, venant clôturer un cycle d'investissement majeur et structurant qui avait débuté en 2007 (début du mandat confié à la SEMTCAR pour un début de travaux en 2013) ;
- **Le lancement début 2022 des travaux de restructuration-extension de l'Usine de Valorisation des Déchets - UVE de Villejean** qui se poursuivent en 2023 ;
- **La préfiguration du nouveau Plan Local de l'Habitat** ;
- **L'adoption par le Conseil Métropolitain de la Stratégie Métropolitaine des Solidarités** qui repose sur le développement de plusieurs dispositifs et projets en faveur notamment de la mise à l'abri des populations fragilisées, de l'inclusion sociale, de l'accès aux droits et de la lutte contre les discriminations.

Dans ce contexte, les ratios financiers 2022 apparaissent satisfaisants et cohérents avec l'objectif de maintien d'un niveau élevé d'investissement dans les années à venir pour répondre aux enjeux en matière d'habitat, de mobilités, d'attractivité et de solidarités dans une métropole qui connaît une forte dynamique démographique.

Au niveau du budget principal, la capacité de désendettement est améliorée à 4,3 années, contre 6 ans au CA 2021, du fait de la baisse de 21,6 M€ de la subvention au budget annexe Transports par rapport à ce qui avait été inscrit au budget primitif 2022. Le décalage de l'ouverture de la ligne b a de fait reporté le début de la contrainte d'amortissement de cet investissement à 2023 et donc le besoin de financement en provenance du budget principal.

Toutefois, au niveau du budget consolidé, cet ajustement est neutre, la hausse de l'épargne brute au budget principal liée à la baisse de la subvention se traduisant mécaniquement par une baisse de l'épargne brute anticipée au niveau du budget Transports.

Ainsi, au niveau des trois budgets consolidés, l'épargne brute se situe à 131 M€, un niveau légèrement supérieur à celui constaté au CA 2021 (129,4 M€). Toutefois, du fait de l'augmentation du stock de dette, la capacité de désendettement progresse, passant de 6,1 ans au CA 2021 à 7 ans au CA 2022.

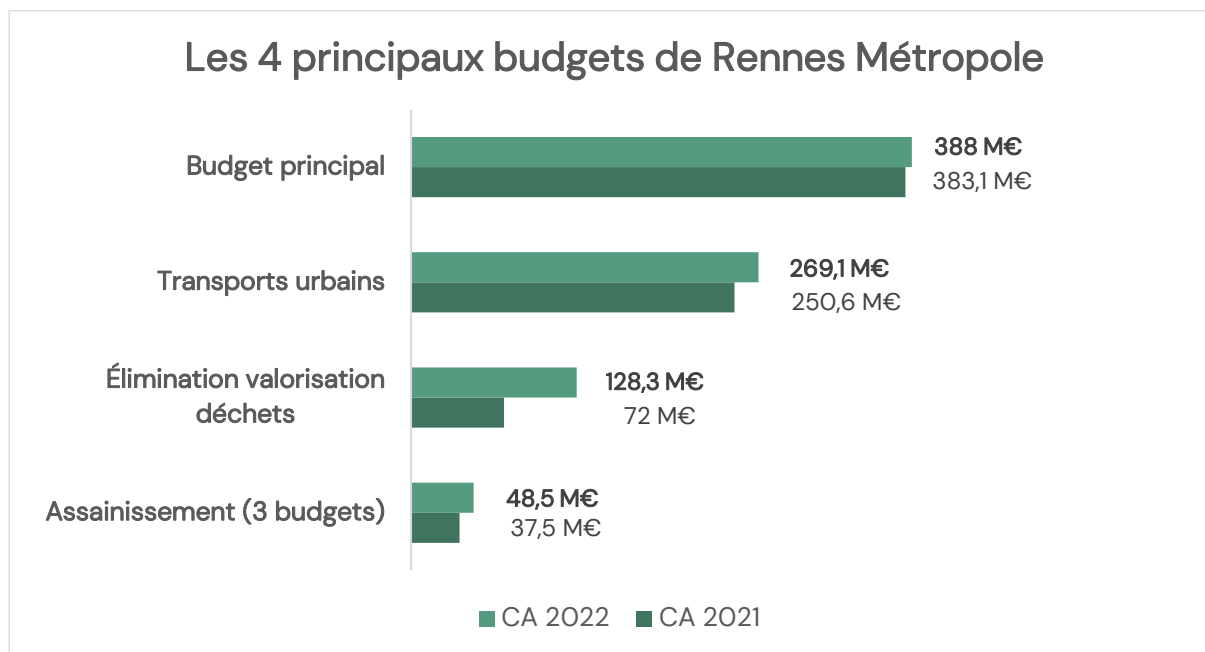
# Budget consolidé

Le compte administratif 2022 consolidé se chiffre à **845,62 M€**, en évolution de 12% par rapport à l'année 2021, soit +91,22 M€ s'expliquant notamment par les travaux de l'usine de valorisation des déchets de Villejean, la reprise d'activité post-Covid et le début de l'exploitation de la ligne b du métro.

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
Budget principal	383,11	431,92	388,02	90%	4,91	1%
Transports urbains	250,59	341,56	269,19	79%	18,60	7%
Élimination valorisation déchets	71,99	142,72	128,28	90%	56,29	78%
Assainissement (3 budgets)	37,46	78,18	48,51	62%	11,04	29%
Centre des congrès	5,04	7,28	6,10	84%	1,06	21%
Réseaux de chaleur (2 budgets)	3,90	5,93	4,65	78%	0,75	19%
ZAE-ZAC (5 budgets)	2,15	1,79	0,78	44%	-1,37	-64%
Crematorium	0,05	0,17	0,10	56%	0,05	107%
Production énergie photovoltaïque	0,01	0,12	0,00	2%	-0,01	-77%
<b>Total dépenses réelles*/**</b>	<b>754,30</b>	<b>1 009,66</b>	<b>845,62</b>	<b>84%</b>	<b>91,33</b>	<b>12%</b>

\*Hors flux inter budget (43,2 M€) et réintégrations (56,4 M€)

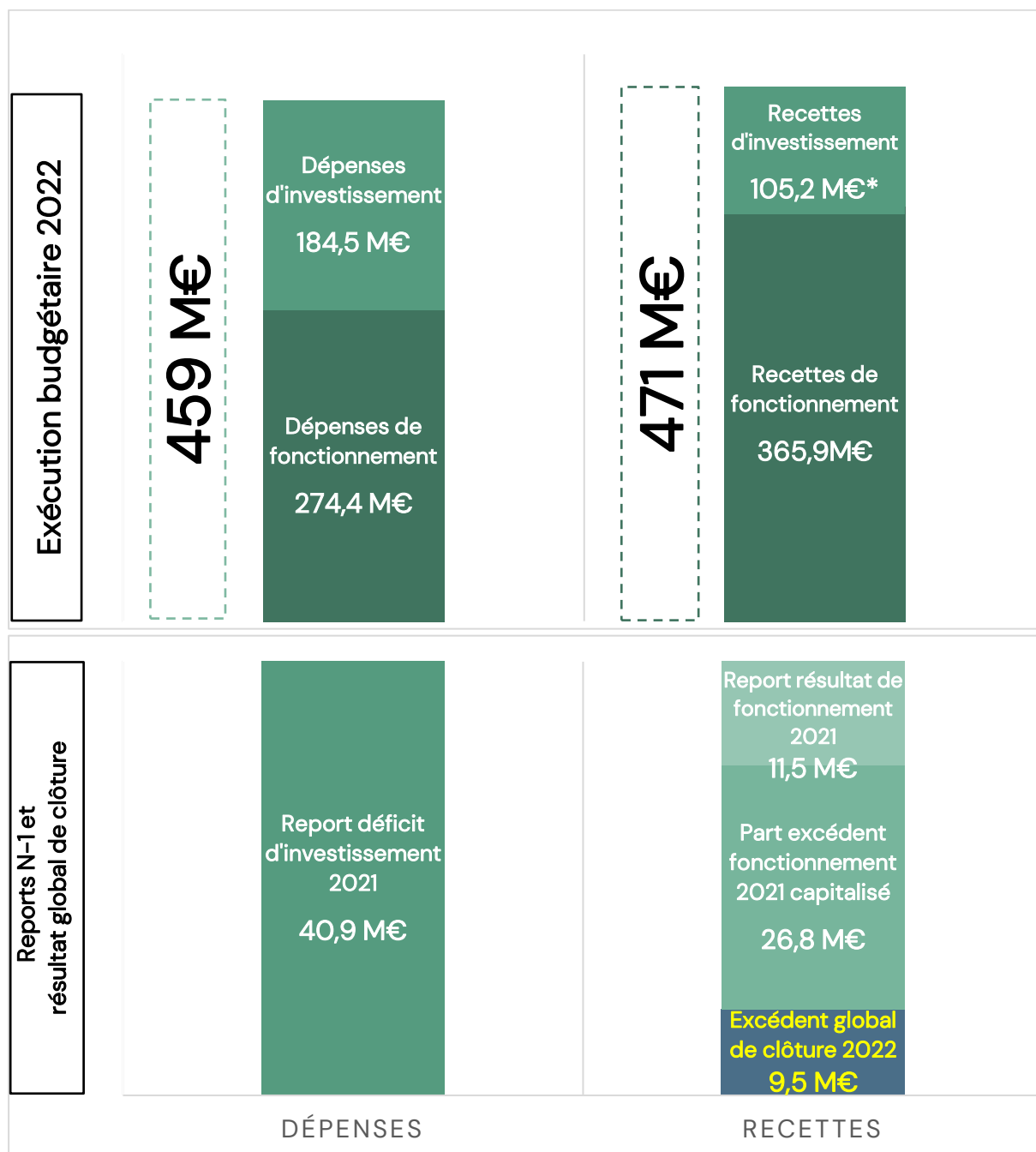
\*\*Neutralisation dépenses de personnel mutualisée remboursée par Ville de Rennes (31,68 M€ CA 2022 et 29,54 CA 2021)<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Le budget consolidé (dépenses réelles hors résultats) avant retraitements représente un volume financier de 976,44 M€ au compte administratif 2022. A ce montant il convient de retirer les flux inter budgets (doublon lors de la consolidation), les réintégrations des travaux à l'actif immobilisé dans le cadre du mandat de construction de la ligne b (doublon avec les avances versées) et la part des dépenses de personnels intégralement remboursée par la Ville de Rennes dans le cadre de la mutualisation des services.

# Budget Principal

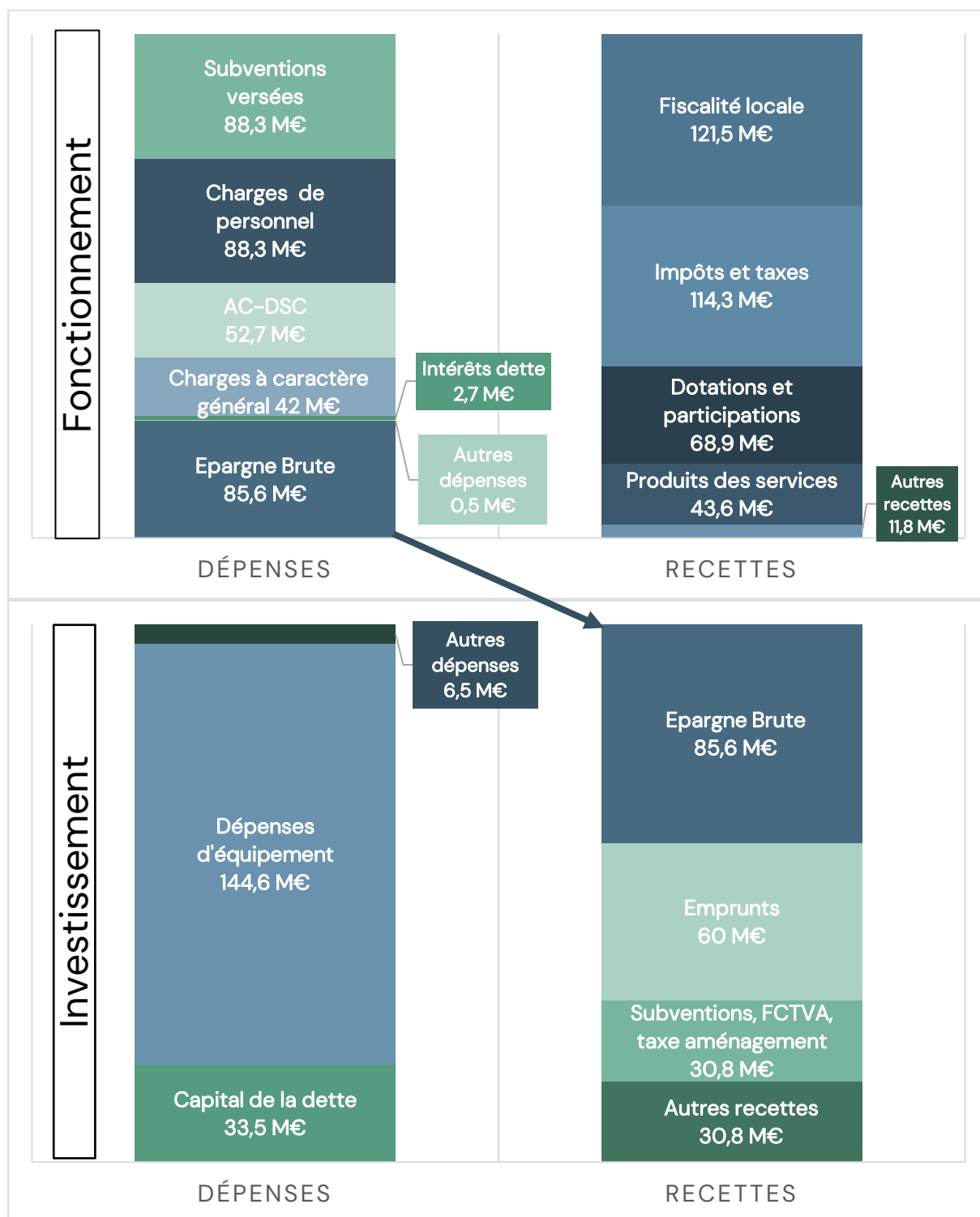
## I. Équilibre du compte administratif 2022



\*Recettes réelles d'investissement exécutées 94,82 M€ et solde positif des restes à réaliser de 10,4 M€

Le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2022 présente un excédent global de 9,51 M€ constitué du résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 64,44 M€ et du résultat déficitaire de la section d'investissement de 54,92 M€.

## II. Structure du compte administratif par chapitre





L'épargne brute de l'année 2022 s'élève à 91,4 M€, soit +29 M€ par rapport au CA 2021.  
 Hors produits de cession (5,9 M€), elle s'élève à 85,6 M€ contre 57 M€ en 2021

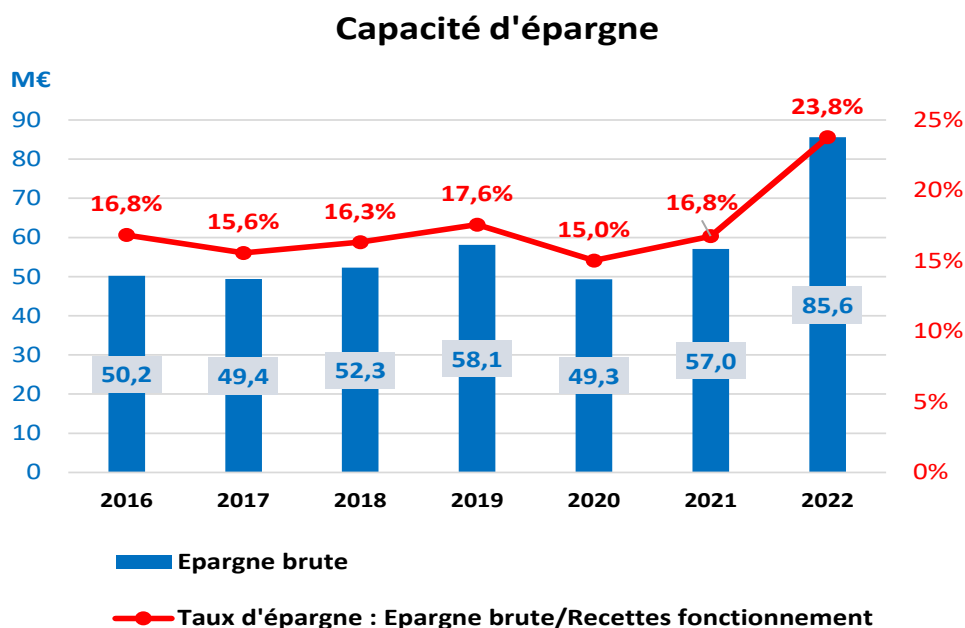
Comptes administratifs (en M€)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de gestion *	293,54	299,61	318,83	325,80	338,43	334,46	345,77	365,88
Dépenses de gestion	216,90	248,79	265,22	264,87	269,27	276,00	280,96	271,74
<b>Épargne de gestion *</b>	<b>76,64</b>	<b>50,82</b>	<b>53,61</b>	<b>60,94</b>	<b>69,16</b>	<b>58,46</b>	<b>64,81</b>	<b>94,14</b>
Frais financiers	2,27	2,67	2,63	3,00	3,03	2,76	2,42	2,71
<b>Épargne brute *</b>	<b>74,37</b>	<b>48,15</b>	<b>50,97</b>	<b>57,93</b>	<b>66,13</b>	<b>55,70</b>	<b>62,39</b>	<b>91,44</b>
Produit des cessions	1,81	1,37	1,61	5,66	7,82	6,37	5,35	5,87
<b>Épargne brute hors produit des cessions</b>	<b>72,56</b>	<b>46,78</b>	<b>49,37</b>	<b>52,28</b>	<b>58,31</b>	<b>49,33</b>	<b>57,04</b>	<b>85,56</b>

\* Y compris produit des cessions

Les recettes de fonctionnement ont été notamment plus élevées que prévu (+5,0 M€) et les charges plus faibles qu'anticipé (-3,5 M€). La forte progression de l'épargne brute entre 2021 et 2022 s'explique cependant en grande partie par la réduction de la participation du budget principal au budget annexe des transports (35 M€ en 2022 contre 56,6 M€ en 2021) permise par le report du début de la contrainte d'amortissement de la ligne b en 2023.

La capacité de désendettement<sup>2</sup> s'élève ainsi à 4,3 années en 2022 contre 6 années en 2021. La capacité d'épargne (épargne brute / recettes de fonctionnement) qui était de 16,8% en 2021 progresse à 23,8% en 2022.

Comme mentionné précédemment, cette amélioration conjoncturelle de la trajectoire du budget principal, n'a pas d'incidence positive sur la trajectoire du budget consolidé qui enregistre une dégradation de sa capacité de désendettement, laquelle passe de 6,1 ans au CA 2021 à 7 ans au CA 2022.

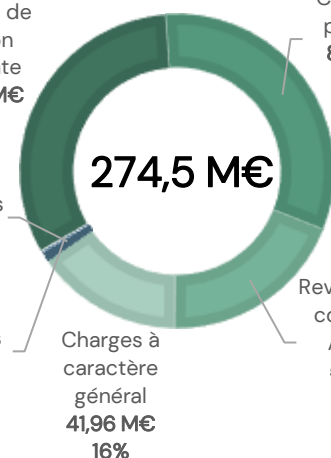


<sup>2</sup> Encours de la dette au 31/12 rapporté à l'épargne brute

### III. Analyse de la section de fonctionnement

#### A. Dépenses de fonctionnement par chapitre

En M€	CA 2021	CA 2022	Ev°	
<b>Dépenses</b>	<b>283,4</b>	<b>274,4</b>	<b>-3,2%</b>	
Autres charges de gestion courante	108,0	88,3	-18,2%	Autres charges de gestion courante 88,33 M€ 32%
Charges de personnel	82,3	88,3	7,3%	Charges de personnel 88,27 M€ 32%
Reversements communes AC-DSC	50,0	52,7	5,5%	Reversements communes AC-DSC 52,7 M€ 19%
Charges à caractère général	38,5	42,0	9,0%	Charges à caractère général 41,96 M€ 16%
Charges financières	2,4	2,7	11,8%	Charges financières 2,71 M€ 1%
Provisions et dépréciations	1,6	0,3	-81,8%	Autres dépenses 0,48 M€ 0%
Frais de fonctt groupes d'élus	0,2	0,2	13,6%	
Charges spécifiques	0,5	0,01	-98,3%	



La baisse faciale des dépenses de fonctionnement est liée à la réduction de 21,6 M€ de la participation au budget annexe transports urbains classée dans le chapitre « Autres charges de gestion courante ». Après retraitement de cette baisse exceptionnelle liée au décalage de l'ouverture de la ligne b qui a eu lieu en septembre 2022, les dépenses de fonctionnement augmentent de 12,7 M€, soit +1,2%, la reprise d'activité après la crise sanitaire de la Covid-19 ainsi que le retour de l'inflation à un niveau inédit depuis les années 80 expliquant pour une grande partie cette dynamique.

##### 1. Autres charges de gestion courante (Ch.65)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>107,97</b>	<b>89,27</b>	<b>88,33</b>	<b>98,9%</b>	<b>-19,6 -18,2%</b>
<i>Hors participation aux budgets annexes</i>	<i>49,07</i>		<i>52,53</i>		<i>3,5 7,0%</i>
<b>Participation aux budgets annexes</b>					
Transports urbains	56,60	35,00	35,00	100,0%	-21,6 -38,2%
Centre des congrès	2,30	0,80	0,80	100,0%	-1,5 -65,2%
<b>Subventions aux tiers</b>	<b>24,97</b>	<b>28,37</b>	<b>27,75</b>	<b>97,8%</b>	<b>2,8 11,1%</b>
<b>Contributions obligatoires</b>					
SDIS 35	21,29	21,76	21,69	99,7%	0,4 1,9%
Autres contributions	0,70	0,93	0,85	92,3%	0,2 21,9%
<b>Indemnités des élus</b>	<b>1,19</b>	<b>1,26</b>	<b>1,25</b>	<b>99,4%</b>	<b>0,1 4,5%</b>
<b>Autres charges</b>	<b>0,91</b>	<b>1,16</b>	<b>0,98</b>	<b>84,4%</b>	<b>0,1 7,4%</b>

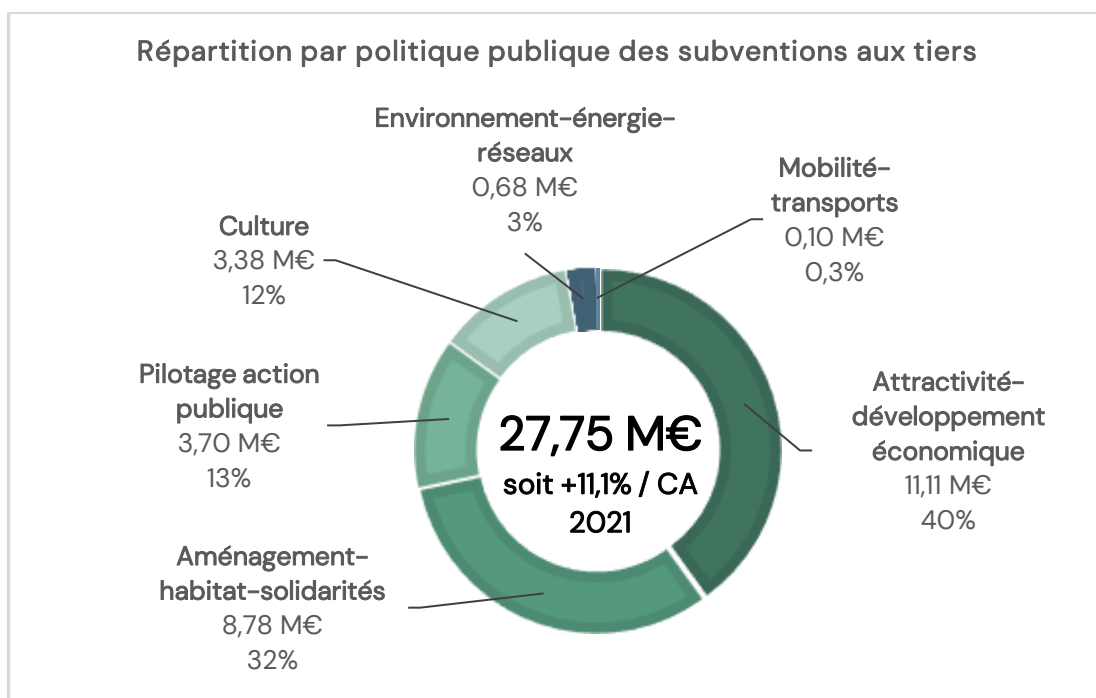
L'évolution significative de -19,6 M€ entre 2021 et 2022 s'explique par la baisse des subventions (-23,6 M€) versées à deux budgets annexes :

- La subvention au budget annexe Transports a été réduite en cours d'année de 21,6 M€ du fait du décalage de la livraison de la ligne b, entrée en service en septembre 2022, et par contre-coup du début de la contrainte d'amortissement de la dette contractée pour cet investissement à l'année 2023 ;

- La subvention au budget annexe du Centre des Congrès a, elle, été réduite de 1,5 M€ du fait de la baisse du déficit d'exploitation en sortie de crise sanitaire de la Covid-19 (cf. infra budget annexe Centre des Congrès).

**Hors participation aux budget annexes, les dépenses du chapitre 65 progressent de 3,5 M€, soit + 7%, sous l'effet de :**

- La hausse de la contribution annuelle au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du fait de l'inflation : +400 K€ en 2022, soit + 1,9% ;
- La hausse de la contribution à l'EPTB d'Ille-et-Vilaine (+153 K€), établissement public qui s'est substitué aux différents syndicats de bassins versants à compter de 2022 dans la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) ;
- La hausse des subventions versées aux tiers par rapport à l'année 2021 (+11,1%). Cette hausse intègre notamment le retour à une activité « normale », en sortie de crise sanitaire, de l'office du tourisme et du bureau des congrès (+420 K€) ainsi que du dispositif Sortir ! (+259 K€) ;
- Les autres évolutions concernent principalement le renforcement du financement des mises à l'abri et le relogement des publics fragilisés (+1,3 M€) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie métropolitaine des solidarités.



## 2. Dépenses de personnel (Ch.012)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Charges de personnel</b>	<b>82,29</b>	<b>88,38</b>	<b>88,27</b>	<b>99,9%</b>	<b>5,98</b>	<b>7,3%</b>
Masse salariale	77,52	83,98	83,88	99,9%	6,36	8,2%
Autres dépenses du 012	3,94	3,83	3,96	103,3%	0,02	0,5%
Mutualisation	0,83	0,57	0,43	75,7%	-0,4	-48,0%

**Les dépenses de personnel évoluent de 7,3 %, soit + 5,98 M€.** Sur le périmètre plus restreint de la masse salariale (95 % des dépenses globales de personnel en 2022), l'évolution est de 8,2 %, soit + 6,36 M€. Toutefois, après prise en compte de la vague de mutualisation intervenue au 1er juillet 2021 – l'année 2022 supporte une année entière de l'effet mutualisation contrairement à 2021 – l'évolution est de 7,85 %, ce qui correspond à une différence de 1,47 M€ si l'on raisonne à périmètre constant.

### IMPACT DES MESURES NATIONALES

L'application des mesures nationales en 2022 se traduit par :

- Une hausse de +1,275 M€ liée à la revalorisation de 3,5 %, de la valeur du point d'indice au 1er juillet 2022 ;
- Une hausse de +0,165 M€ suite à la revalorisation des grilles de catégorie C, applicable au 1er janvier 2022 ;
- Une hausse de +100 K€ liée aux augmentations successives du SMIC ;
- Une hausse de +112 K€ liée au versement de la prime inflation en février 2022, la Métropole ayant perçu des recettes en contrepartie ;
- Une hausse de +130 K€ suite à la mise en œuvre du RIFSEEP, régime indemnitaire, au 1er janvier pour les agents de catégorie C et au 1er septembre pour les agents de catégorie B et A.

### IMPACT DU GVT ET DES MESURES LOCALES

**Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) a eu un impact de +1,07 M€ en 2022**, légèrement plus fort que les années précédentes du fait de la bonification d'une année liée au reclassement de la catégorie C, mais également des évolutions des critères internes des avancements de grade.

S'agissant des mesures locales, **36 créations de postes ont été actées** pour l'année 2022, hors mutualisation et plan de relance, pour répondre à la politique d'adaptation du service public et d'optimisation de l'organisation. Le coût de ces créations ainsi que l'effet report des créations 2021, a eu un impact de + 1,59 M€. Par ailleurs, les 12 postes du plan de relance, créés depuis 2021, entraînent une augmentation de 0,38 M€ de la masse salariale.

En neutralisant les créations, **le taux de vacance de poste a continué de baisser** et correspond à l'équivalent de 9 postes occupés supplémentaires sur 2022. Ce taux de vacance plus faible engendre une dépense supplémentaire de l'ordre de 415 K€.

**D'autre part, les crédits dédiés aux agents non permanents, y compris les vacataires, ont diminué** (– 310 K€) du fait de la création de sept postes liés à la pérennisation de renforts structurels et du ralentissement du dispositif "Mission Temporaire Titulaire" qui s'est traduit par un moindre recours à des contractuels pour remplacer les agents partis en mission sur un autre poste.

**La Métropole poursuit sa politique en faveur de l'insertion professionnelle** (150 K€), en particulier dans l'accueil des apprentis et de stagiaires étudiants rémunérés.

Enfin, des missions, réalisées par certains agents de la Ville et du CCAS pour la Métropole, ont été formalisées par la mise en place de conventions et de remboursements de la quote-part évaluée (120 K€).

## DÉPENSES HORS MASSE SALARIALE

Hors masse salariale, l'augmentation de la valeur faciale des tickets restaurant d'un euro à compter d'octobre, couplée à l'augmentation des effectifs, se traduit par une hausse de ce poste de dépense de 95 K€.

Il en est de même pour les prestations et les aides fournies aux agents, en augmentation par rapport à 2021 (+ 40 K€). Par ailleurs, les allocations de retour à l'emploi sont en légère baisse (-120 K€). Enfin, une dépense exceptionnelle avait été versée en 2021 à l'URSSAF. Elle n'a pas été renouvelée en 2022 (-180 K€).

Au regard de la mutualisation, la Métropole avait versé à la Ville une régularisation en 2021 au titre de 2020. En 2022, c'est l'inverse qui se produit. Cumulé à une baisse de l'acompte restauration, cela représente une baisse de dépenses de 400 K€ par rapport à 2021.

### 3. Charges à caractère général (ch.011)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
Charges à caractère général	38,51	47,16	41,96	89,0%	3,4	9,0%

L'évolution des charges à caractère général (+3,4 M€, soit +9%) est principalement imputable à :

- La reprise d'activité post crise sanitaire avec notamment une forte évolution de plusieurs postes de dépenses qui retrouvent leur niveau d'avant crise : dépenses d'honoraires (+ 574 K€), contrats de prestations de services (+ 388 K€), études et recherches (+ 516 K€) ;
- La hausse des prix de l'énergie (+ 1,3 M€, soit +18,1 %<sup>3</sup>) dont + 346 K€ pour l'éclairage public, + 422 K€ pour les bâtiments métropolitains et + 515 K€ pour les carburants ;
- Les hausses des prix liées à l'inflation avec notamment une hausse de +287 K€, soit + 7%, sur le poste Fournitures et petit équipement liée aux approvisionnements en matières premières pour l'entretien de la voirie.

Catégories de dépenses	CA 2021	CA 2022	Évolution CA21/CA22	
Fluides*	6,9	8,2	1,3	18,1%
Entretien et maintenance	6,8	6,8	-0,03	-0,4%
Fournitures et petit équipement	4,1	4,4	0,3	7,0%
Annonces-insertion-réceptions-catalogues-imprimés	3,3	3,5	0,2	5,3%
Honoraires-frais d'actes	2,6	3,2	0,6	21,8%
Remboursements de frais budgets annexes-communes	2,9	2,94	0,01	0,3%
Contrats de prestations de services	1,6	2,1	0,5	23,2%
Taxes foncières	1,5	1,6	0,1	7,4%
Etudes et recherches	0,8	1,3	0,5	60,3%
Affranchissement-télécommunications	0,9	0,87	-0,02	-2,5%
Documentation-formation-colloques	0,8	0,85	0,05	8,1%
Locations	0,7	0,83	0,13	21,9%

<sup>3</sup> Le poste électricité de l'éclairage public intégrait au CA 2021 le 4<sup>ème</sup> trimestre de facturation 2020 pour 890 K€. Pour l'analyse à périmètre constant, il convient donc de retraiter ce montant

#### 4. Reversements aux communes AC-DSC (ch.014)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
Atténuations de produits	49,98	52,94	52,70	99,5%	2,7	5,5%
Dont AC-DSC	49,78	52,67	52,46	99,6%	2,7	5,4%
Autres	0,20	0,27	0,25	89,3%	0,0	24,7%

En 2022, les reversements de produits s'élèvent à 52,7 M€, en progression de + 2,7 M € par rapport au CA 2021. Ces reversements se composent essentiellement de la dotation de solidarité communautaire (DSC) et des attributions de compensation (AC) :

- Le montant des attributions de compensation versées en 2022 n'a pas évolué par rapport à 2021 (17,55 M€) ;
- La DSC versée aux communes a augmenté de 2,6 M€ pour atteindre 34,8 M€ suite à la refonte du dispositif et la mise en place de nouveaux critères d'attribution.

#### 5. Charges financières (ch.66)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
Charges financières	2,42	2,82	2,71	95,9%	0,3	11,8%

Les charges financières progressent significativement (+11,8%) du fait de l'augmentation de l'encours de dette.

#### 6. Dotations aux provisions-charges, charges spécifiques et frais de fonctionnement des élu.es (Ch. 6586-67-68)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
Dotations aux provisions et dépréciations	1,59	0,29	0,29	99,9%	-1,3	-81,8%
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,16	0,26	0,18	70,7%	0,0	13,6%
Charges spécifiques	0,46	0,18	0,01	4,2%	-0,4	-98,3%

Les dotations aux provisions de l'année 2022 recouvrent :

- 200 k€ dédiés à la constitution d'une provision destinée à couvrir la future dépense de déménagement estimée à 800 K€ des réserves muséales dans le nouvel équipement. Le montant de la provision est de 400 K€ fin 2022 ;
- L'ajustement 2022 de la provision pour créances impayées à la hausse (+90K€) pour atteindre une couverture du risque à hauteur de 615 K€.



## B. Dépenses de fonctionnement par politiques publiques

Les dépenses de fonctionnement sur les périmètres opérationnels des politiques publiques (hors dépenses de personnel et participation aux budgets annexes) s'élèvent à 72,8 M€ et sont en évolutions de 6,5 M€ soit +7% entre 2021 et 2022.

### Pilotage de l'action publique

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
	20,47	22,96	2,49	12%
Charges à caractère général	15,65	17,80	2,15	14%
Autres charges de gestion courante	4,82	5,16	0,34	7%

- **Communication** : soutien aux clubs sportifs professionnels (+188K€) ; reprise des réceptifs et des diffusions de supports de communication avec la levée des contraintes sanitaires (+111 K€) ;
- **Participation citoyenne** : définition de la charte de la démocratie locale et accueil de la rencontre nationale de la participation citoyenne (+176K€) ;
- **Prospective, évaluation, politiques temporelles, coopérations et appui aux communes (+43K€)** : coopération Rennes-Saint-Malo au départ de la course nautique La Route du Rhum, évaluation des actions en faveur du développement de la filière Cyber sécurité ;
- **Moyens de l'administration\* (+1,9 M€)** : hausse des fluides (électricité, carburants), des prix des contrats de maintenance et d'assurance, de la taxe foncière conjuguée à l'extension du patrimoine métropolitain.

\* Logistique, informatique, gestion patrimoine bâti, assurance et taxe

### Mobilité et Transports

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>MOBILITE ET TRANSPORTS</b>	<b>12,17</b>	<b>12,70</b>	<b>0,53</b>	<b>4%</b>
Charges à caractère général*	12,04	12,58	0,54	4%
Autres charges de gestion courante	0,13	0,12	-0,01	-10%

\*après retraitement CA 2021 : part électricité 2020 pour 890K€ comptabilisés en 2021

- **Définir la stratégie et offrir des services de mobilité** :
  - o Opérations de comptage pour alimenter les réflexions des études pré-opérationnelles en matière de mobilité (+32 K€) ;
  - o Développement des plans de mobilité et labellisation du PDE (+90K€) ;
  - o Soutien renforcé aux associations Rayon d'action et La petite Rennes (+23K€).
- **Exploiter et entretenir le patrimoine de voirie** : hausse des prix des approvisionnements en matières premières et du coût de l'électricité pour l'éclairage public (cf. supra).

## Attractivité et développement économique

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
	13,10	13,19	0,09	1%
Charges à caractère général	1,87	1,94	0,07	4%
Autres charges de gestion courante	11,23	11,25	0,02	0%

- **Relations internationales** : soutien de Rennes Métropole à l'Ukraine (+50 K€) ;
- **Développement et attractivité touristique** : retour à une activité « normale » pour Destination Rennes (+591 k€) après une réfaction de la subvention en 2021 (-444 K€) liée à la baisse d'activité observée pendant la crise de la Covid-19. La subvention 2022 s'élève à 4,6 M€ ;
- **Soutien aux filières économiques** : poursuite du chantier Alimentation durable (+100 K€), développement du projet de pôle d'excellence industrielle (+60 K€) et soutien aux industries culturelles et créatives en sortie de crise sanitaire (maintien d'une aide à 221 K€) ;
- **Soutien à l'emploi et à l'insertion** : déploiement de la médiation active à l'emploi via les points d'accueil emploi, élargissement des aides aux structures d'insertion par l'activité économique et développement des compétences des personnes du territoire et publics éloignés de l'emploi dans les filières Cyber sécurité, Industrie et Santé (+147 K€) ;
- **Plan Local d'Insertion par L'Emploi – PLIE** : le renouvellement en cours d'année de la convention de financement avec le FEDER pour la période 2022-2025 a décalé sa mise œuvre et le versement des subventions aux acteurs de l'insertion en 2023 (baisse de 516 K€ en 2022).



## Aménagement, Habitat et Solidarités

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES</b>	<b>9,88</b>	<b>11,97</b>	<b>2,09</b>	<b>21%</b>
Charges à caractère général	2,35	2,63	0,27	12%
Autres charges de gestion courante	7,53	9,34	1,82	24%

### - Habitat et accès au logement pour tous :

- Études et accompagnement à l'élaboration du nouveau Plan Local de l'Habitat (+185 K€) ;
- Mise en œuvre de la démarche "Sans foncier fixe" dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt-AMI Logement d'abord impulsé par l'État (+ 15 K€ en 2022 pour atteindre 379 K€ de dépenses totalement financées par une subvention de l'État perçue en 2022 pour 388 K€) ;
- Programme hospitalité visant à loger les publics fragilisés : +1,3 M€ dont +1 M€ de subvention au CCAS, +116 K€ à AIVS et ALFADI, une hausse du remboursement des fluides des hébergements d'urgence dans les communes (+147 K€) et l'activation de la garantie locative jeune (+50 K€).

### - Politique de la ville et cohésion sociale :

- Jeunesse : +410 K€ pour accompagner les projets des jeunes et le plan pauvreté dans le cadre du chantier jeunesse cofinancé par l'État (302 K€ de subventions) ;
- Démarche d'égalité et de lutte contre les discriminations : soutien de la création de postes d'intervenants sociaux en commissariat à l'ASFAD pour accompagner les femmes victimes de violences (+60 K€), développement de l'apprentissage linguistique ;
- Mise en œuvre du plan d'action du projet "Rennes Métropole amie des aînés" pour mener les études, des ateliers et diagnostics participatifs (+ 56 K€).

## Environnement et transition énergétique

<i>En M€</i>	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>ENVIRONNEMENT, ENERGIE</b>	<b>2,06</b>	<b>2,59</b>	<b>0,53</b>	<b>26%</b>
Charges à caractère général	0,72	1,05	0,34	47%
Autres charges de gestion courante	1,34	1,54	0,19	15%

- **Transition énergétique et qualité environnementale :**
  - o Accompagnement de la rénovation thermique de l'habitat privé (+52 K€) avec une montée en puissance des projets de copropriétés ;
  - o Accueil de la conférence locale du climat ;
  - o Actualisation du BEGES – Bilan des émissions de gaz à effets de serre ;
  - o Programme "Pesticides" de mesure de la qualité de l'air (40 K€).
- **Economie circulaire :** élaboration de la stratégie sur cette politique (+55 K€) et réalisation d'une étude du métabolisme territorial (+56 K€)
- **GEMAPI :** montée en puissance des actions menées par l'EPTB (+153 K€)

## Culture

<i>En M€</i>	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>CULTURE</b>	<b>7,72</b>	<b>9,38</b>	<b>1,66</b>	<b>22%</b>
Charges à caractère général	4,98	5,95	0,97	19%
Autres charges de gestion courante	2,73	3,43	0,69	25%

- **Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire (+1,8 M€) :** Retour à une activité en année pleine pour l'ensemble des équipements entraînant un niveau de prestations d'accueil, gardiennage, sécurité et nettoyage correspondant ;
- **1<sup>ère</sup> édition de « Nos Futurs », événement mettant la jeunesse au cœur de la réflexion sur les "transitions" en partenariat avec le journal Le Monde (+200 K€) ;**
- **Soutien aux acteurs et aux projets culturels du territoire (+90 K€) :** soutien renforcé aux artistes fragilisés par la crise sanitaire et soutien au développement de projets artistiques.

## C. Recettes de fonctionnement

En M€	CA 2021	CA 2022	Ev°			
<b>Recettes</b>	<b>340,4</b>	<b>360,0</b>	<b>5,8%</b>			
Fiscalité locale	120,3	121,5	1,0%			
Impôts et taxes	105,3	114,3	8,5%			
Dotations et participations	67,8	68,9	1,6%			
Produits des services	41,2	43,6	5,9%			
Autres produits de gestion courante	4,2	8,3	96,4%			
Atténuations de charges	1,5	1,8	19,6%			
Reprises sur dépréciations et provisions	0,1	1,0	900,0%			
Produits financiers	0,01	0,5	7366,7%			
Produits spécifiques*	0,03	0,2	357,6%			

Catégorie	Montant (M€)	Pourcentage
Impôts et taxes	114,3	32%
Fiscalité locale	121,5	34%
Dotations et participations	68,9	19%
Produits des services	43,6	12%
Autres produits de gestion courante	8,3	2%
Autre recettes	3,5	1%

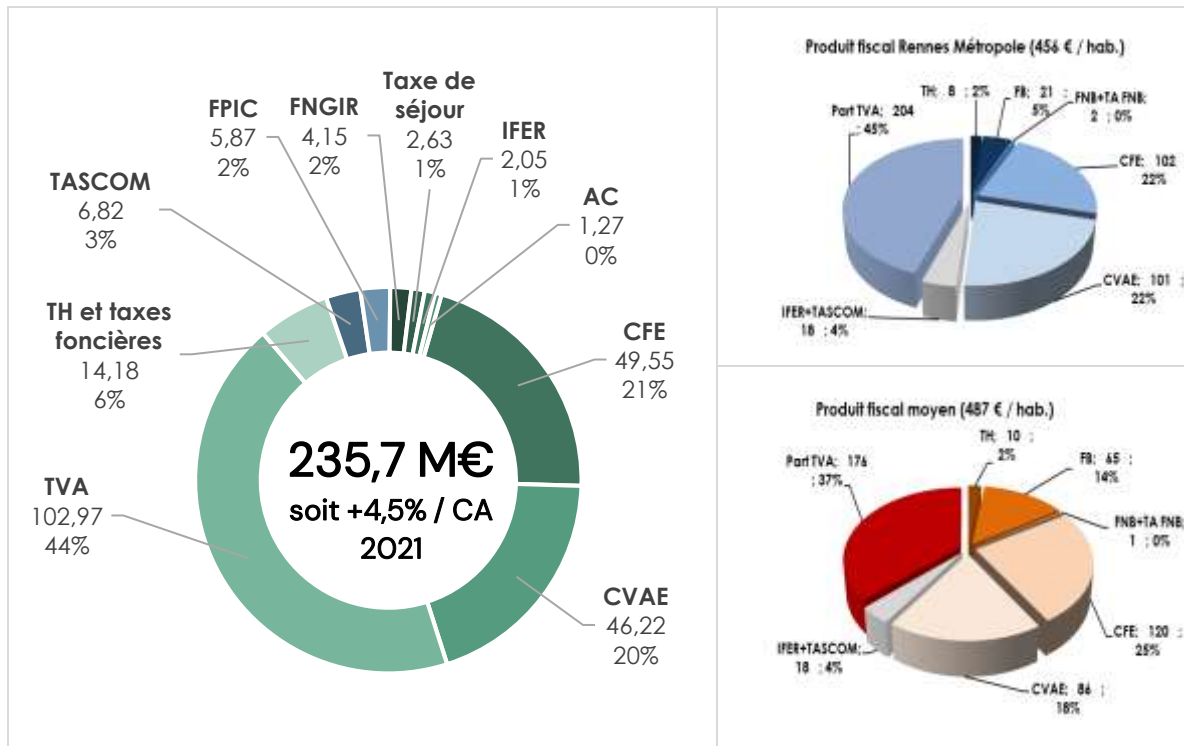
Les recettes liées aux impôts et taxes permettent en partie d'amortir la forte hausse des dépenses de fonctionnement, avec plus particulièrement la progression du produit de TVA perçu par Rennes Métropole (+9 M€ en 2022), en lien avec la hausse du volume de l'activité économique et de l'inflation au niveau national.

### 1. Fiscalité, impôts et taxes (Ch. 73 -731)

Les produits de la fiscalité locale et des impôts et taxes s'élèvent à 235,7 M€ en 2022, soit une hausse de 4,5% par rapport au CA 2021. Ils représentent 66% des recettes réelles de fonctionnement dont 34% pour la fiscalité locale.

en M€	CA 2021	BP 2022	CA 2022	Taux d'exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Fiscalité locale</b>	<b>120,30</b>	<b>118,95</b>	<b>121,46</b>	<b>102,1%</b>	<b>1,16</b>	<b>1,0%</b>
TH et taxes foncières	14,80	14,58	14,18	97,3%	-0,61	-4,1%
CFE	48,11	48,69	49,55	101,8%	1,44	3,0%
CVAE	46,62	46,22	46,22	100,0%	-0,40	-0,9%
TASCOM	6,41	6,21	6,82	109,9%	0,42	6,5%
IFER	1,80	1,83	2,05	111,8%	0,24	13,5%
Taxe de séjour	2,56	1,42	2,63	185,3%	0,07	2,8%
<b>Impôts et taxes</b>	<b>105,27</b>	<b>114,36</b>	<b>114,25</b>	<b>99,9%</b>	<b>8,98</b>	<b>8,5%</b>
TVA	93,97	103,08	102,97	99,9%	9,00	9,6%
FNGIR	4,15	4,15	4,15	100,0%	-	0,0%
FPIC	5,89	5,87	5,87	100,0%	-0,02	-0,4%
AC	1,27	1,27	1,27	100,0%	-	0,0%
<b>Total</b>	<b>225,57</b>	<b>233,31</b>	<b>235,71</b>	<b>101,0%</b>	<b>10,14</b>	<b>4,5%</b>

Si les produits dits de fiscalité locale progressent faiblement, ceux liés aux impôts et taxes (ch. 73) augmentent de manière plus prononcée (+8,5%, soit +9 M€ / 2021) du fait de la progression du produit de TVA perçu par Rennes Métropole (+9 M€ en 2022), en lien avec la hausse du volume de l'activité économique et de l'inflation au niveau national.



En comparaison avec les données 2021 des autres métropoles (les données 2022 n'étant pas disponibles), le **produit fiscal total par habitant (impôts ménages et économiques) s'est élevé à 456 € à Rennes Métropole contre 487 € en moyenne**. Il se répartit entre impôts ménages (TH et Taxes Foncières) pour 7% et impôts économiques (CFE, CVAE, TASCOM, TVA et IFER) pour 93% contre respectivement 16% et 84% en moyenne dans les métropoles françaises.

### FISCALITE MENAGES

**Les recettes liées à la fiscalité atteignent 14,18 M€ en 2022, soit -4,1% par rapport à 2021.** Cette évolution résulte de l'augmentation du nombre de logements et de locaux professionnels neufs (croissance physique), de la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition et de la prise en compte de rôles supplémentaires (0,2 M€ en 2022 contre 0,9 M€ en 2021).

	Revalorisation des bases	Evolution des bases physiques	Produit
Taxe foncière	3,4% pour les locaux d'habitation et +1,1% pour les locaux professionnels	+ 1,6%	10,61 M€
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		-11,2%	3,57 M€

## FISCALITE ECONOMIQUE

Le produit total de la fiscalité économique, hors prise en compte de la TVA (CFE, CVAE, TASCOT et IFR), s'est élevé à 104,65 M€ en 2022 contre 102,94 M€ en 2021, soit une augmentation de +1,7%.

Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse du produit de CFE (+1,6% de revalorisation forfaitaire et +2,1% de croissance physique). La CVAE, elle, est en baisse de 0,4 M€ par rapport à 2021. En effet, le montant perçu par les collectivités locales en 2022 correspond à la CVAE payée par les entreprises en 2021. Or, cette dernière est composée de l'acompte au titre de l'année 2021 et du solde au titre de l'année 2020. La CVAE 2022 intègre donc pour partie les effets de la crise sanitaire de 2020.

### Focus Contribution économique territoriale

La CVAE représente 48% de la CET (contribution économique territoriale) perçue par Rennes Métropole et la CFE 52%.

- **39 739 établissements ont acquitté la CFE en 2022** : 79% d'entre eux ont été imposés à la base minimum mais n'ont apporté que 19% du produit perçu par Rennes Métropole. A l'inverse, 21% ont été imposés au-delà et ont contribué à 81% du produit. Le taux de CFE de la métropole est inférieur à la moyenne nationale (28,73% contre 31,19%) ;
- **13 677 entreprises ont acquitté la CVAE en 2022**. Les 4 727 établissements dont le chiffre d'affaires de référence est inférieur à 500 K€ n'apportent que 6% du produit de cette taxe et représentent plus d'un tiers des effectifs. À l'inverse, les 3 596 établissements ayant un chiffre d'affaires de référence supérieur à 50 M€ ne représentent que 26% des effectifs mais apportent plus de 60% de la CVAE.

## 2. Dotations et participations (Ch.74)

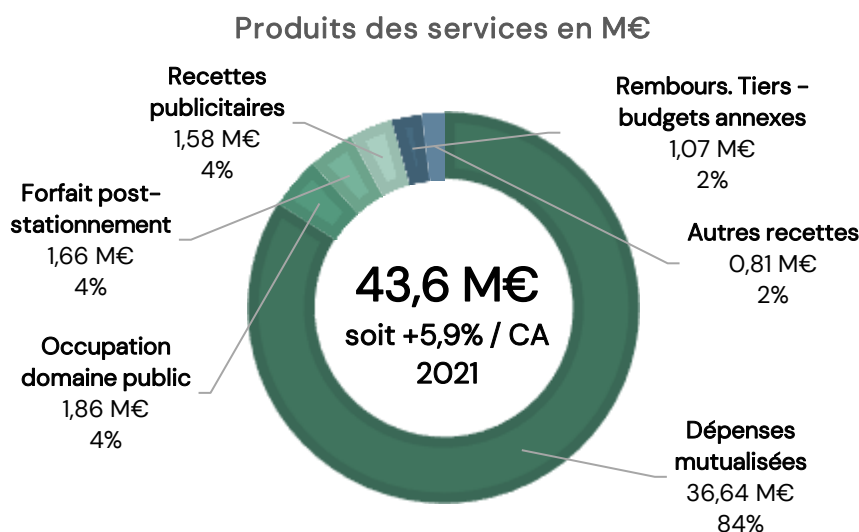
En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dotations et participations</b>	<b>67,77</b>	<b>68,97</b>	<b>68,88</b>	<b>99,9%</b>	<b>1,1</b>	<b>1,6%</b>
DGF	43,79	43,32	43,32	100,0%	-0,5	-1,1%
D.C.R.T.P.	2,54	2,54	2,54	100,0%	0,0	0,0%
Compensations fiscales	9,02	9,47	9,47	100,0%	0,5	5,0%
Comp. transferts Département	8,24	8,33	8,24	98,9%	0,0	0,0%
Participations et FCTVA	4,18	5,31	5,31	100,1%	1,1	27,0%

Les dotations et participations (ch. 74) s'élèvent à 68,9 M€, soit 19,1 % des ressources de fonctionnement de Rennes Métropole en 2022 :

- La DGF est en baisse par rapport à 2021 (-0,47 M€) du fait de l'écèlement de la part dotation de compensation ;
- Les compensations fiscales sont en hausse de 0,45 M€ ;
- Les participations versées par les partenaires de Rennes Métropole (Union Européenne, État, Région, Département) sont en hausse de 1,1 M€ et recouvrent :
  - Les participations de l'État au financement des postes de conseillers numériques et d'un poste de conduite de projet NPRU (+580 K€), du plan Pauvreté jeunesse (302 K€, soit +63 K€) et du dispositif AMI "Logement d'abord" (561 K€, soit +173 K€) ;
  - La participation de la Région au financement du dispositif Écotravo (+566K€) et à Exporama (+272 K€) ;
  - Le versement des aides du Plan Local d'Insertion par l'Emploi-PLIE par le Fonds Social Européen : le nouveau conventionnement pour la période 2022-2025 contractualisé mi-2022 a été amorcé en fin d'année. Une part de l'enveloppe 2022 sera donc versée en 2023 (-180 K€ en 2022).

## 3. Produits des services (Ch.70)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Produits des services et du domaine</b>	<b>41,18</b>	<b>43,62</b>	<b>43,62</b>	<b>100,0%</b>	<b>2,44</b>	<b>5,9%</b>



Les remboursements de la Ville de Rennes des dépenses mutualisées représentent la plus grosse part des produits des services et du domaine pour un montant total 2022 de 36,64 M€, soit +5,9% par rapport à 2021.

Hors dépenses de personnel qui représentent 32,2 M€, les dépenses mutualisées concernent principalement le parc d'engins et véhicules (1,9 M€), la gestion informatique et la téléphonie (1,7 M€), les approvisionnements et autres dépenses (0,95 M€). Ces postes évoluent en fonction de 2 facteurs : le volume des dépenses constatées dans l'année et la clé de répartition d'activité. S'y ajoute la régularisation éventuelle de l'année précédente.

#### 4. Produits de gestion courante (Ch.75)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22
Autres produits de gestion courante	4,22	6,04	8,30	137,5%	4,08 96,7%

Les autres produits de gestion courante concernent principalement les redevances aux fermiers et concessionnaires, les frais de gestion du programme d'action foncière et diverses indemnités (assurance, contentieux...). **En 2022, deux facteurs justifient la forte évolution (+4,08 M€) de ces recettes :**

- Une recette exceptionnelle de boni de liquidation de l'association des propriétaires du parking Isly -W2 de 2,3 M€ ;
- La redevance du concessionnaire Citédia qui gère les parkings en ouvrage qui s'élève à 4,9 M€ en 2022 contre 3,1 M€ en 2021. Elle comprend la redevance fixe annuelle de 4 M€ et une amodiation de places du parking sud gare pour 907 K€.

## 5. Autres chapitres (Ch. 76-77-013-78)

<i>En M€</i>	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
Atténuations de charges	1,54	1,46	1,84	126,2%	0,30	19,6%
Reprises sur provisions	0,10	1,00	1,00	100,0%	0,90	900,0%
Produits financiers	0,01	0,50	0,51	100,7%	0,50	7366,7%
Produits spécifiques	0,03	0,01	0,14	2866,9%	0,11	325,4%

- **Les atténuations de charges (+300 K€)** intègrent principalement les remboursements de charges de personnel dont 1,1 M€ de participation des agents à la restauration, et les indemnités journalières de la CPAM ;
- **Une provision pour charges de 1 M€** a été constituée en 2021 pour anticiper l'évolution du coût de l'énergie. Elle est reprise en 2022 au regard des coûts réellement constatés ;
- **Les produits financiers** intègrent des dividendes de la SEM Territoires et développement perçus en 2022 à hauteur de 498 K€.



## IV. Analyse de section d'investissement

### A. Dépenses d'investissement

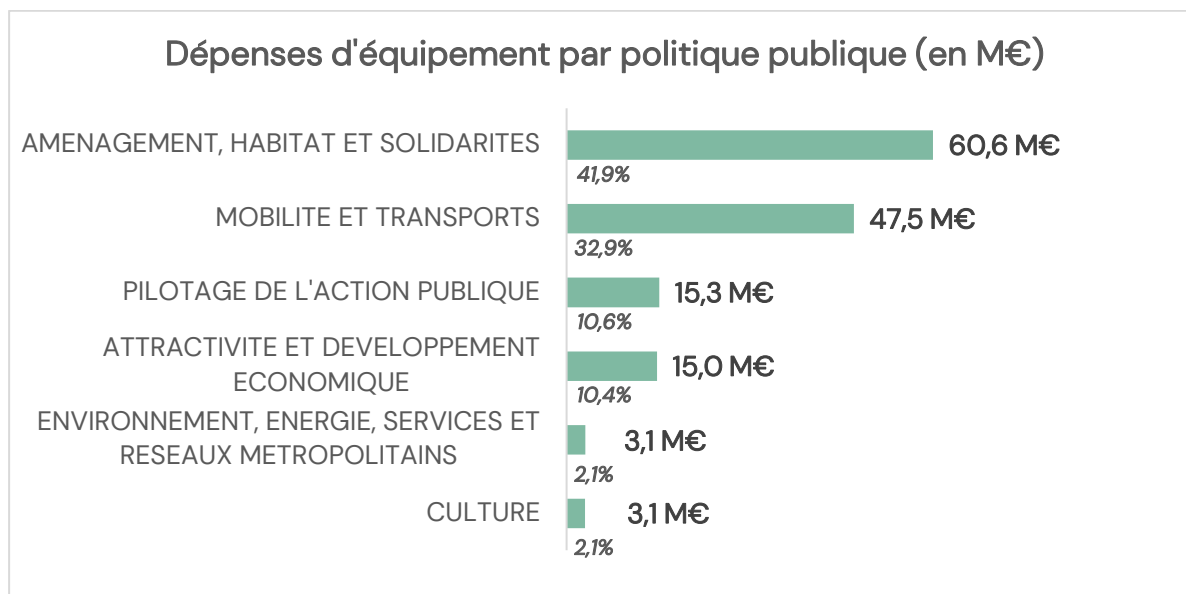
En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses d'investissement (hors emprunt)</b>	164,8	190,3	<b>151,1</b>	79,4%	-13,7	-8,3%
Dépenses d'équipement	146,2	178,3	144,6	81,1%	-1,6	-1,1%
Immobilisations financières	15,2	6,9	3,5	50,8%	-11,7	-76,8%
Autres dépenses d'investissement	1,7	2,9	2,0	69,5%	0,3	18,0%
Opérations sous mandat	1,6	2,1	0,9	42,1%	-0,7	-44,1%
<b>Remboursement d'emprunt</b>	30,0	33,8	<b>33,5</b>	99,2%	3,5	11,7%
<b>Total</b>	194,7	224,0	<b>184,5</b>	82,4%	-10,2	-5,2%

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 184,5 M€ en 2022, soit -5,2% par rapport à 2021 :

- **Les dépenses d'équipement, qui représentent la part la plus importante des dépenses d'investissement, s'élèvent à 144,6 M€.** Bien qu'en légère baisse par rapport à l'année précédente, ces dépenses restent supérieures à la moyenne des cinq dernières années qui s'élève à 132,8 M€. Le détail de ces dépenses par politique publique est présenté dans la suite de ce rapport.
- **Les immobilisations financières s'établissent à 3,5 M€ en 2022** dont 2,1 M€ pour les travaux de suppression du passage à niveaux du boulevard Marbeuf à Rennes et 0,3 M€ pour l'aménagement de la ZAC Baud Chardonnet. Ces dépenses correspondent essentiellement aux participations versées pour la réalisation d'équipement publics et évoluent fortement d'une année à l'autre en fonction de l'avancement des projets.
- **Les autres dépenses d'investissement** incluent notamment les reversements de taxe d'aménagement (0,2 M€ en 2022), des rachats de titres de la SEMTCAR dans le cadre de sa transformation en SPL (0,4 M€) ainsi que la troisième tranche de souscription d'actions de l'Agence France Locale (0,5 M€).
- **Les opérations sous mandat** sont de 0,9 M€ en 2022. Elles correspondent à des travaux réalisés par Rennes Métropole au nom et pour le compte des communes et sont intégralement remboursées par ces dernières.

## Dépenses d'équipement par politiques publiques (en M€)

	CA 2021	CA 2022	Évolution
<b>AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES</b>	<b>45,1</b>	<b>60,6</b>	<b>15,6</b>
Aménagement	14,7	19,0	4,3
Habitat et accès au logement pour tous	29,8	40,8	11,0
Politique de la ville et cohésion sociale	0,6	0,8	0,2
<b>MOBILITE ET TRANSPORTS</b>	<b>58,5</b>	<b>47,5</b>	<b>-10,9</b>
Adapter le domaine de voirie aux objectifs des politiques de mobilité	10,0	10,8	0,9
Aménagt requalific. des espaces publics de voirie dans les secteurs	23,4	15,2	-8,1
Définir la stratégie et offrir des services de mobilité	0,2	0,7	0,6
Exploiter et entretenir le patrimoine de voirie	24,9	20,7	-4,2
<b>PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE RM</b>	<b>15,1</b>	<b>15,3</b>	<b>0,2</b>
Animation de l'intercommunalité, proximité et appui aux communes	1,4	3,6	2,2
Communication	0,0	0,1	0,0
Gestion et développement du système des données territoriales	3,2	3,0	-0,2
Gestion et développement du système d'information	8,4	6,8	-1,7
Logistique	1,6	1,4	-0,2
Participation citoyenne	0,0	0,0	0,0
Prospective, pol. temporelles, coopérations, appui aux communes	0,0	0,0	0,0
Ressources humaines	0,1	0,1	0,0
Stratégie et gestion financière	0,0	0,0	0,0
Stratégie et gestion immobilière	0,3	0,4	0,1
<b>ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>21,0</b>	<b>15,0</b>	<b>-6,0</b>
Accessibilité du territoire	0,8	1,2	0,5
Aménagement et usages numériques	0,0	0,0	0,0
Développement et attractivité touristiques	0,1	2,2	2,1
Innovation productive, recherche et enseignement supérieur	6,5	9,0	2,5
Soutien à l'emploi, à l'insertion et à la formation professionnelle	0,3	0,3	0,0
Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises	13,4	2,3	-11,0
<b>ENVIRONNEMENT, ENERGIE, SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>-0,2</b>
Energie et réseaux de chaleur	1,7	2,3	0,7
Gestion durable des déchets et économie circulaire	0,1	0,0	-0,1
Qualité environnementale, gestion et prévention des risques	1,5	0,7	-0,8
<b>CULTURE</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>-0,3</b>
Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire	2,1	2,0	-0,1
Patrimoine	1,2	1,0	-0,2
Soutien aux projets culturels et artistiques	0,1	0,1	0,0
<b>Total général</b>	<b>146,2</b>	<b>144,6</b>	<b>-1,6</b>



## AMÉNAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITÉS

L'année 2022 est marquée par une forte augmentation des investissements qui atteignent un montant de **60,6 M€** (+34,4% par rapport à 2021). Cette progression s'explique par une hausse de près de 11,0 M€ des interventions en faveur de l'habitat et par une hausse des dépenses d'aménagement de plus de 4,3 M€.

- **40,8 M€** ont été consacrés au développement de l'habitat et de l'accès au logement en 2022 répartis entre :
  - Les aides à la construction et à la réhabilitation : 22,4 M€ ;
  - Le financement de logements en accession aidée : 2,8 M€ ;
  - Des acquisitions immobilières destinées à Rennes de loger des ménages démunis : rue de la Visitation pour 2,2 M€ et rue de Gaillon pour 1,7 M€.
- **19 M€** ont été alloués aux grandes opérations d'aménagement dont 6,9 M€ d'acquisitions dans le cadre du programme d'action foncière et 3,5 M€ de réserves foncières. Deux participations d'équilibre, de 2,5 M€ chacune, ont été versées aux aménageurs Territoires publics pour la ZAC de La Janais et Territoires et développement pour la ZAC Courrouze. Les travaux d'aménagement du projet Vilaine Aval ont été poursuivis pour un montant de 2,0 M€.

## MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Les investissements réalisés en 2022 s'élèvent à **47,5 M€**, soit - 11 M€ par rapport à 2021, année marquée par un effet de rattrapage lié aux arrêts de chantiers durant la crise sanitaire de 2020. Dans ce cadre, les investissements voirie sont structurés en trois grandes enveloppes :

- L'enveloppe A correspondant aux petits travaux d'entretien : 17,8 M€ en 2022 ;

- L'enveloppe B correspondant aux travaux définis en lien avec les communes dans le cadre des comités de secteurs : 15 M€ en 2022 incluant notamment le PUP Haut-Grippé (1,8 M€), les travaux de voirie de la ZAC Blosne Est (2,1 M€), du lotissement des Fleurs à Vezin le Coquet (0,6 M€), de l'avenue Janvier à Rennes (1,1 M€) ainsi que la requalification du centre-bourg de Noyal Chatillon (0,4 M€) ;
- L'enveloppe C correspondant aux travaux structurants pilotés par la Métropole : 10,8 M€ en 2022, incluant principalement le développement des réseaux express vélos (6,9 M€ dont 2,6 M€ pour la liaison Rennes-Le Rheu et 2,2 M€ pour la liaison Rennes Noyal) et le schéma directeur vélo (1 M€).

Hors enveloppes voirie, les dépenses liées à la politique Mobilité et Transports recouvrent également l'acquisition du parking Hôtel-Dieu pour 2,5 M€ ainsi qu'un fonds de concours de 0,5 M€ versé à la ville de Rennes dans le cadre de l'extension du stationnement payant.

## PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE

**Les dépenses d'équipement sont stables par rapport à 2021, à 15,3 M€.** Les principales interventions en 2022 concernent :

- Les Fonds de concours en soutien à l'investissement communal pour 3,6 M€ ;
- Les investissements informatiques pour 6,8 M€ ;
- Les données territoriales (système d'information géographique) pour 2 M€ ;
- Le remplacement des véhicules et engins pour 1 M€.

## ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**Les dépenses d'équipement sur ces politiques publiques s'élèvent à 15 M€**, en baisse de -6 M€ par rapport à 2021, année où une acquisition foncière exceptionnelle avait été réalisée (Bâtiment Totem 78 La Janais pour 7,4 M€). Les crédits dédiés à cette politique en 2022 portent sur :

- L'innovation productive, la recherche et l'enseignement supérieur (9 M€) dont :
  - 1,5 M€ versés pour l'acquisition d'équipement scientifiques ;
  - 1,8 M€ de subventions aux universités de Rennes 1 et 2 pour la rénovation énergétique de la faculté de Droit et des bibliothèques universitaires de Sciences Po Rennes et de Villejean ;
  - 2,1 M€ versés dans le cadre du CPER d'aide à la rénovation immobilière ;
  - 0,9 M€ versés à l'IRT B com pour la réalisation de projets de recherche et de développement.
- Le soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises (2,3 M€) ;
- La subvention d'équipement versée au Centre des congrès (2,2 M€) dans le cadre du développement et de l'attractivité touristique ;

- Le renforcement de l'accessibilité du territoire avec la participation au projet "2TMV" (deux trains sur une même voie) en gare de Rennes (1,0 M€).

## ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE, SERVICES ET RÉSEAUX MÉTROPOLITAINS

Les dépenses d'équipement sur ces politiques s'élèvent à 3,1 M€ en 2022, soit un niveau relativement stable par rapport à l'année précédente avec notamment comme dépenses notables :

- L'accompagnement à la réhabilitation thermique de l'habitat privé pour 2,2 M€ ;
- La GEMAPI pour 0,5 M€.

## CULTURE

Les dépenses d'équipement se montent à 3,1 M€ dont 1,9 fléchés vers les principaux équipements :

- Les Champs libres (0,7 M€) ;
- Le Musée de Bretagne (0,6 M€) ;
- Les études pour la construction des réserves muséales (0,6 M€).

## B. Recettes d'investissement

	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Recettes d'investissement (hors emprunt)</b>	<b>45,4</b>	<b>44,6</b>	<b>34,8</b>	<b>78,0%</b>	<b>-10,6</b>	<b>-23,4%</b>
Subventions d'investissement	20,4	19,2	12,3	64,0%	-8,2	-40,0%
FCTVA	10,4	10,0	8,6	86,4%	-1,7	-16,8%
Taxe d'aménagement	8,5	6,5	7,4	113,5%	-1,1	-12,8%
Amendes de police	1,6	2,5	2,5	99,9%	0,9	52,8%
Immobilisations financières	2,3	2,5	1,0	38,9%	-1,3	-57,3%
Autres recettes d'investissement	0,8	0,9	1,5	174,9%	0,7	84,5%
Opérations sous mandat	1,4	3,1	1,5	49,3%	0,1	6,3%
<b>Emprunt</b>	<b>71,6</b>	<b>98,7</b>	<b>60,0</b>	<b>60,8%</b>	<b>-11,6</b>	<b>-16,1%</b>
<b>Total</b>	<b>117,0</b>	<b>143,3</b>	<b>94,8</b>	<b>66,1%</b>	<b>-22,2</b>	<b>-19,0%</b>

Les recettes d'investissement s'élèvent à 34,8 M€ hors emprunt en 2022, soit une baisse significative par rapport à l'année 2021 (- 10,6 M€) liée à plusieurs postes :

- Le FCTVA s'établit à 8,6 M€ en 2022 contre 10,4 M€ l'année précédente. Cette évolution doit toutefois être nuancée : du fait de la réforme intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2021, le FCTVA constaté cette année-là portait sur une période de 13 mois. À périmètre constant, le FCTVA 2021 aurait été de 9,6 M€. A contrario, le FCTVA constaté en 2022 ne porte que sur une période de 10 mois (les deux derniers mois ayant été constatés en restes à réaliser). À périmètre constant, le FCTVA

2022 aurait été de 10,0 M€ et donc en légère hausse (+0,4 M€) par rapport au montant 2021 corrigé ;

- **Les recettes de taxe d'aménagement s'élèvent à 7,4 M€, soit une baisse de 1,1 M€** par rapport à l'année antérieure, principalement due à l'exonération dont bénéficient, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les surfaces de stationnement intégrées au bâti vertical ;
- **Les subventions d'équipement s'élèvent à 12,3 M€, soit -8,2 M€ par rapport à 2021.** Cette baisse est notamment liée à la participation que versait encore en 2021 le budget annexe des Transports pour financer les opérations d'accompagnement de la ligne b du métro et qui sont désormais achevées (4,8 M€ en 2021). Elle s'explique également par un fonds de concours important (3,5 M€) versé en 2021 par la ville de Rennes pour contribuer à l'acquisition du parking Hôtel Dieu. Les principales subventions reçues en 2022 concernent :
  - Le remboursement par la Ville de Rennes des dépenses informatiques mutualisées : 3,6 M€ ;
  - La participation du budget Transports aux travaux de l'avenue Janvier : 2,0 M€ ;
  - Le Fonds Mobilités Actives de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France pour le réseau express vélo : 0,9 M€ ;
  - Un fonds de concours versé par la commune de Betton dans le cadre du programme 2015/2020 des travaux de voirie : 0,5 M€ ;
  - Le financement des travaux des voies de rivages par le FNADT : 0,5 M€.
- **Les immobilisations financières s'élèvent à 1,0 M€ contre 2,3 M€ en 2021.** Elles retracent notamment les remboursements des avances de trésorerie versées aux aménageurs de ZAC et évoluent donc fortement d'une année à l'autre en fonction des échéanciers de remboursement.

A contrario, **le produit des amendes de police<sup>4</sup> progresse de 0,9 M€ passant de 1,6 M€ en 2021 à 2,5 M€ en 2022.** La dynamique observée en 2022 est vraisemblablement liée à la reprise de la verbalisation observée en 2021 après la crise sanitaire.

## **C. La dette**

Pour couvrir les besoins de financement effectifs de l'année 2022, **quatre emprunts ont été mobilisés pour un montant total de 60 M€ :**

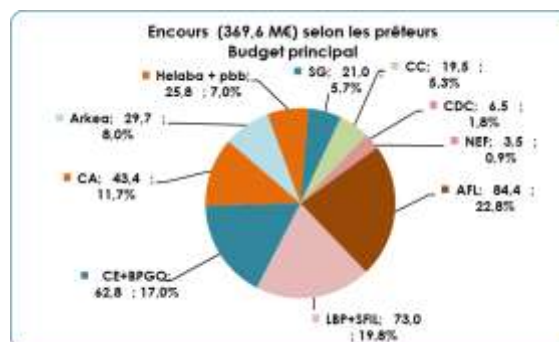
- 33 M€ auprès de l'Agence France Locale sur 15 ans au taux variable Euribor 3 mois + marge de 0,35% ;
- 10 M€ auprès de La Banque Postale sur 15 ans au taux fixe de 3,26% ;

---

<sup>4</sup> Le produit versé en 2022 correspond aux amendes encaissées en 2021 au niveau national et est réparti en fonction du nombre d'amendes dressées en 2020

- 7 M€ auprès de la Banque Populaire Grand Ouest sur 15 ans au taux fixe de 2,89%
- 10 M€ auprès du Crédit Coopératif sur 15 ans au taux de 0,52% (contrat réalisé en 2021 avec encaissement en 2022).

Au 31 décembre 2022, le stock de dette du budget principal s'élève à 369,6 M€. La capacité de désendettement s'améliore, passant de 6 années en 2021 à 4,3 années en 2022



# Budgets annexes

## I. Budget annexe transports urbains

La mise en service de la ligne b du métro rennais le 20 septembre 2022 a été un événement fort de l'année 2022.

La mise en service s'est traduite par un moindre besoin d'autofinancement au budget annexe, ce qui a permis une réduction de 21,6 M€ de la contribution du budget principal en cours d'année, celle-ci passant de 56,6 M€ à 35 M€. Plusieurs éléments expliquant cet ajustement :

- L'année 2022 intègre la dernière mobilisation de l'emprunt contractualisé avec la Banque européenne d'investissement pour 55M€ ;
- Il s'agit de la dernière année sans besoin de ressources en fonctionnement pour couvrir l'amortissement de la ligne b, amortissement qui commencera en année pleine en 2023 ;
- Une augmentation des recettes de 4,8 M€ liée à l'évolution dynamique du versement mobilité et des recettes tarifaires.

### A. Section d'exploitation

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution	Évolution CA 21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>163,9</b>	<b>176,6</b>	<b>169,3</b>	<b>95,9%</b>	<b>5,4</b>	<b>3,3%</b>
Charges à caractère général	151,9	164,8	158,3	96,1%	6,5	4,3%
Charges financières	6,0	6,5	6,5	99,1%	0,5	8,0%
Autres charges de gestion courante	6,0	5,0	4,5	90,1%	-1,5	-25,1%
Restitution taxe versement mobilité	0,02	0,3	0,02	8,1%	0,0	2,2%
<b>Recettes</b>	<b>233,1</b>	<b>212,8</b>	<b>213,0</b>	<b>100,1%</b>	<b>-20,0</b>	<b>-8,6%</b>
Taxe versement mobilité	122,5	127,8	129,8	101,6%	7,3	6,0%
Produits des services	33,4	43,0	42,1	97,9%	8,7	26,0%
Subventions d'exploitation	61,0	39,3	38,1	96,8%	-22,9	-37,6%
Produits exceptionnels	15,2	2,0	2,4	122,7%	-12,8	-84,0%
Autres produits de gestion courante	1,0	0,6	0,6	99,7%	-0,3	-34,5%

\* Hors résultats antérieurs et réintégrations liées au mandats de construction de la ligne b et d'augmentation de la capacité ligne a. Le budget étant assujéti à la TVA, les montants budgétaires mentionnés sont hors taxe (HT)

#### 1. Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation augmentent de +5,4 M€ en 2022 pour s'établir à 169,3 M€.



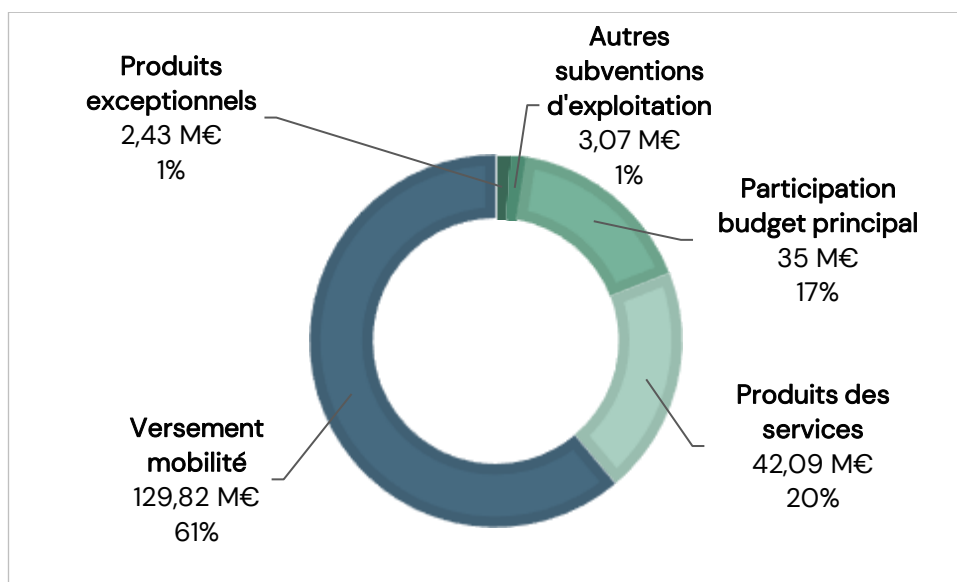
Près de 92% des dépenses de fonctionnement concernent le forfait de charges d'exploitation qui s'élève en 2022 à 155,4, M€ en hausse de 5,6 M€. Pour l'analyse de l'évolution du forfait, il convient de retirer au forfait de charges 2021 la recette exceptionnelle de 13,2 M€ de remboursement de charges 2020 (crise sanitaire) versée par le concessionnaire en 2021. La hausse du forfait se chiffre donc à 18,8 M€, laquelle se décompose de la manière suivante :

- Indexation du contrat : + 6,7 M€ ;
- Evolution de l'offre : + 8 M€ (ouverture de la ligne b mais aussi évolution de l'offre bus) ;
- Régularisations de dépenses annuelles : + 4,1 M€ (notamment +2,6 M€ liés à la période crise sanitaire).

Les autres évolutions correspondent à :

- Une diminution des charges de gestion courante (-1,5 M€) composées principalement des participations du budget Transports au budget principal en remboursement des travaux d'aménagement de voirie des axes prioritaires bus (2,0 M€) et de ceux gérés par l'aménageur public Territoires dans le cadre de la ZAC Eurorennes (1,7 M€) ;
- Une hausse de +0,5 M€ des frais financiers suite aux dernières mobilisations des emprunts de construction de la ligne b.

## 2. Recettes d'exploitation



Hors baisse de la participation du budget principal de 21,6 M€, **les recettes d'exploitation sont en hausse de 8,25 M€ par rapport à 2021**. Cette évolution s'explique par :

- L'évolution à la hausse de + 7,3 M€ du versement mobilité, qui s'élève à 129,8 M€ en 2022 et représente 60,9 % des recettes d'exploitation. Cette évolution est à mettre en lien avec la dynamique de l'assiette (croissance de l'emploi et

des salaires) ainsi qu'avec une modification de modalités de versement (une avance est désormais versée en fin d'année au titre des montants dus mais non encore recouvrés) ;

- **L'augmentation des recettes tarifaires du réseau de 8,7 M€ soit +26 %** du fait d'un retour à un fonctionnement normal suite aux mesures sanitaires de 2021 et de la mise en service de la ligne b en septembre 2022. Ces recettes atteignent un montant de 42,1 M€, volume en cohérence avec celui contractuellement annoncé. Le niveau de fréquentation de l'année 2022 est similaire à celui de l'année 2019 avec 88,9 millions de voyages contre 68,2 millions en 2021.

Les produits exceptionnels, en baisse de 12,6 M€, comprenaient en 2021 un remboursement exceptionnel par le délégataire de 13,1 M€ correspondant à une réduction du forfait de charges versé au délégataire en 2020 du fait de la moindre activité constatée pendant la crise sanitaire (cf. supra).

## B. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépense</b>	<b>92,6</b>	<b>157,1</b>	<b>95,2</b>	<b>60,6%</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8%</b>
Dépenses d'équipement	77,4	141,1	81,6	57,8%	4,2	5,4%
Autres immobilisations financières	3,0	0,0	0,0	98,6%	-3,0	-100,0%
Emprunts et dettes assimilées	12,2	16,0	13,6	84,9%	1,4	11,1%
<b>Recette</b>	<b>18,8</b>	<b>63,9</b>	<b>62,1</b>	<b>97,2%</b>	<b>43,4</b>	<b>231,4%</b>
Subventions d'investissement	3,5	8,9	7,1	80,2%	3,6	103,2%
Autres recettes d'investissement	5,2	0,0	0,0	/	-5,2	-100,0%
Emprunts et dettes assimilées	10,0	55,0	55,0	99,9%	45,0	450,0%

*Hors résultats antérieurs et réintégrations liées au mandats de construction de la ligne b et d'augmentation de la capacité ligne a*

**Les dépenses d'investissement 2022 s'élèvent à 95,2 M€ et augmentent de 2,8% par rapport à 2021.**

L'encours de la dette au 31 décembre 2022 s'établit à 452,2 M€ au taux moyen de 1,45%. Depuis 2020, le capital de la dette liée à la réalisation de la ligne b du métro est progressivement remboursé. En 2022, le remboursement d'emprunt s'élève à 13,6 M€.

Les dépenses d'équipement sont gérées de manière pluriannuelle en autorisations de programme et crédits de paiement.

En M€	AP voté	AP affecté	AP engagé	AP réalisé	CA 2022
<b>AP de projets</b>	<b>531,1</b>	<b>436,9</b>	<b>404,8</b>	<b>261,8</b>	<b>62,2</b>
Augmenter la capacité de la ligne a-Phase 2	118,9	43,4	41,4	35,9	21,0
Construire la ligne b du métro*	314,1	302,3	301,7	209,6	26,4
Dépôt de bus Baud Chardonnet	36,5	34,5	7,4	5,1	4,6
Acquisition de bus électriques (tranche 1)	61,6	56,7	54,3	11,2	10,3
<b>AP millésimée</b>	<b>81,2</b>	<b>70,0</b>	<b>69,5</b>	<b>50,1</b>	<b>19,3</b>
Aménager des voiries en faveur des bus	0,6	0,6	0,6	0,5	0,2
Développer et gérer le patrimoine immobilier	47,9	40,0	39,6	27,9	10,5
Développer la mobilité et les systèmes d'info com	12,0	10,4	10,4	8,5	2,3
Gérer le parc de matériels roulants star/handistar	5,3	5,2	5,2	4,2	2,2
Gérer les obsolescences de la ligne a	15,1	13,4	13,4	8,7	3,7
Gestion et développement du système d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mettre en œuvre et suivre la délégation star/handistar	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
<b>Total</b>	<b>612,3</b>	<b>506,9</b>	<b>474,3</b>	<b>311,9</b>	<b>81,5</b>

\*Coût d'opération restant à réaliser à la mise en place de la gestion des dépenses d'équipement en APCP au budget 2020

Sur les 612,3 M€ d'autorisations de programmes votées, un montant de 506,9 M€ a été affecté à des projets identifiés dont 474,3 M€ ont donné lieu à un engagement juridique de la collectivité. Les dépenses réalisées en 2022 sur ces enveloppes s'élèvent à 81,5 M€.

Les principales de dépenses d'équipement sont relatives :

- À l'achèvement de la construction de la ligne b du métro pour 26,4 M€. Ce montant comprend les avances versées au mandataire pour 22,2 M€ et la rémunération du mandataire pour 3,0 M€ ;
- Au projet d'augmentation de capacité de la ligne a à horizon 2027/2028 dont le montant pluriannuel est de 118,86 M€. En 2022, les dépenses associées s'élèvent à 21,0M€ dont 0,5 M€ pour la rémunération du mandataire et 20,5 M€ pour des versements d'avance relatifs à l'acquisition de rames et à la réalisation d'études.
- Au programme d'acquisition des bus électriques sur la période 2020 à 2024 pour un montant global de 61,6 M€ et 10,3 M€ de dépenses en 2022. Les autres investissements de véhicules (minibus HandiSTAR, véhicules de services, rénovations de bus...) et acquisitions de bus et de matériels embarqués restent portés par une enveloppe d'AP millésimée et s'élèvent en 2022 à 2,2 M€ ;
- Au projet du nouveau dépôt de bus sur le secteur Baud-Chardonnet porté par une AP projet de 36,5 M€ sur laquelle 4,6 M€ ont été dépensés en 2022 pour l'acquisition de terrain (3,0 M€), de la maîtrise d'œuvre (1,4 M€) et pour des missions études de sols, d'effacement de réseau, et de diagnostic (0,2 M€).

Les autres dépenses d'équipement réalisées en 2022 incluent notamment :

- Les acquisitions d'infrastructures pour bus et réseaux électriques (6,4 M€) ;

- La gestion du renouvellement des équipements de la ligne a (3,7 M€) ;
- La poursuite de l'extension du pôle d'échange multimodal de La Poterie (2,3 M€) dont l'achèvement est prévu en 2024 ;
- Le renouvellement du système de billettique (1,2 M€).

Les recettes d'investissement s'établissent en 2022 à 62,1 M€ contre 18,8 M€ en 2021. Elles comprennent le versement du solde du prêt de renouvellement urbain à l'Aménagement de 55 M€ contracté auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations pour couvrir les besoins prévisionnels du financement de la ligne b.

Les autres recettes d'investissement concernent les soldes de subventions reçues en lien avec la mise en service de la ligne b du métro par le Conseil Régional pour 4,0 M€ et par le Département pour 3 M€.

## II. Budget annexe Élimination et valorisation des déchets

Le budget annexe Élimination et valorisation des déchets est principalement marqué en 2022 par les travaux de restructuration de l'usine de valorisation énergétique (UVE) située dans le quartier Villejean à Rennes.

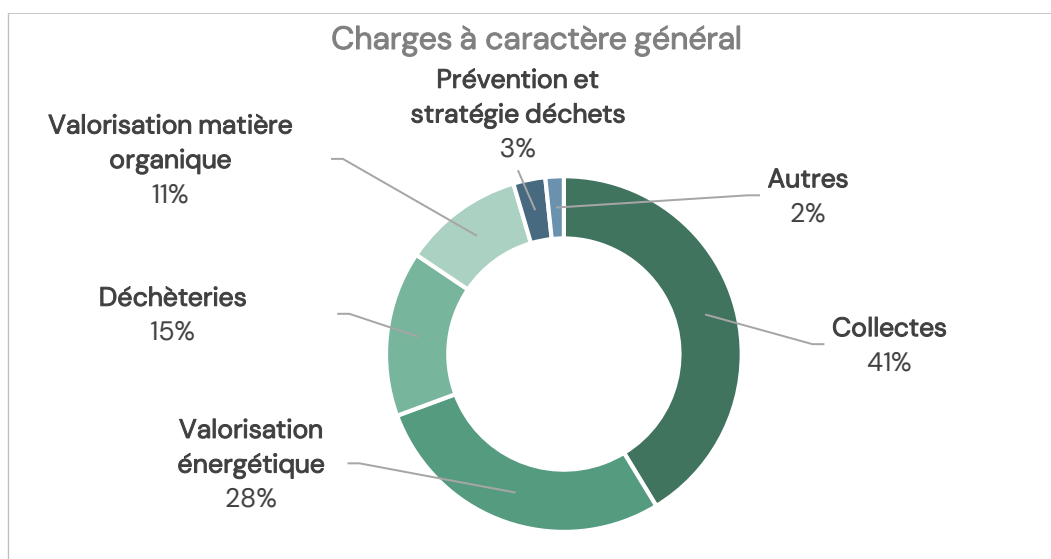
Outre les travaux estimés au total à 150 M€ TTC, l'arrêt de l'usine a des conséquences importantes sur le budget 2022 du fait de dépenses de fonctionnement supplémentaires liées au détournement des déchets vers d'autres unités de traitement, et de recettes de fonctionnement minorées du fait du manque à gagner sur l'activité valorisation des déchets.

### A. Section de fonctionnement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>46</b>	<b>59,7</b>	<b>55,7</b>	<b>93,3%</b>	<b>9,7</b>	<b>21,1%</b>
Charges à caractère général	43,1	55,9	52,2	93,5%	9,1	21,1%
Charges de personnel	2,7	3,1	2,9	94,2%	0,2	6,4%
Charges financières	0	0,5	0,5	86,7%	0,4	/
Autres	0,1	0,2	0,1	50,0%	0	0,0%
<b>Recette</b>	<b>48,5</b>	<b>58,6</b>	<b>58,9</b>	<b>100,5%</b>	<b>10,4</b>	<b>21,5%</b>
Fiscalité locale	32,6	44,7	44,8	100,2%	12,2	37,4%
Produits services, ventes	8,8	6,8	8,1	118,7%	-0,8	-8,8%
Dotations et participations	5,9	6,1	5,3	87,9%	-0,5	-8,9%
Autres	1,2	1	0,7	70,0%	-0,5	-41,7%

Les **dépenses de fonctionnement** sont en progression de 21% par rapport à l'exercice précédent (+9,70 M€). Cette hausse est principalement liée :

- **Aux contrats de prestations de services (+8,4 M€, soit +20%)** du fait notamment des coûts de détournement des déchets liés à la fermeture de l'UVE pendant les travaux de réhabilitation, et de la forte hausse des indices des prix (basés sur le coût de la main d'œuvre et de l'énergie, en forte augmentation) liée à la reprise de l'inflation ;
- **Aux charges de personnel qui augmentent de 6,4 % par rapport à 2021 (+0,2 M€)**, du fait de recrutements (postes liés à la gestion des dispositifs de soutien et à la mobilisation des publics), du glissement vieillesse-technicité et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique ;
- **Aux charges financières qui s'élèvent à 0,50 M€** et qui correspondent à l'emprunt contracté pour réaliser les travaux de l'UVE.



Les **recettes de fonctionnement** progressent de 21,5% (+10,4 M€), avec notamment :

- **Une augmentation du produit de la TEOM** (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) qui représente 76 % des recettes du budget annexe en 2022 ;
- **Une baisse des produits des services de 8,8 % (-0,8 M€)** : l'augmentation de la valorisation matière (+1,1 M€ du fait de coûts de reprise en hausse et de l'augmentation des tonnages) n'est que partiellement compensée par la baisse de la valorisation énergétique (-2 M€) liée aux travaux de l'UVE ;
- **Une baisse des dotations et participations de 8,9% (-0,5 M€)** avec un soutien en au tri sélectif en recul de la part des éco-organismes tels que CITEO.

## B. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22
Dépenses	26,1	83,2	72,7	87,4%	46,6 178,6%

Dépenses d'équipement	26	83,1	72,6	87,4%	46,6	179,2%
Emprunts	0,1	0,2	0,1	66,7%	0	0,0%
<b>Recettes</b>	<b>32,8</b>	<b>70,3</b>	<b>64,2</b>	<b>91,3%</b>	<b>31,5</b>	<b>96,1%</b>
Emprunts	30	62,3	58	93,0%	28	93,3%
Dotations, fonds divers, réserves	2,8	7,6	6,1	80,1%	3,3	120,4%
Subventions d'investissement	0	0,4	0,2	41,2%	0,2	/

Les dépenses d'équipement sont gérées en autorisations de programme (AP). **Sur les 172,7 M€ d'autorisations ouvertes, 152,2 M€ sont affectés** à la réalisation de projets clairement identifiés et évalués.

L'ensemble des crédits nécessaires à la restructuration de l'UVE (réhabilitation des fours, traitement des fumées, optimisation énergétique...) est regroupé dans une AP projet d'un montant de 149,4 M€. Les dépenses réalisées en 2022 s'élèvent à 68,6 M€.

Les autres investissements (4 M€) ont été consommés au sein d'AP millésimées réparties entre :

- **Le programme Collectes (2,7 M€ en 2022)** : 69 % des crédits concernent les bornes d'apport volontaire, dont la quantité est directement liée aux programmes d'aménagement urbain sur le territoire, 19 % la fourniture de bacs individuels et 12 % la rénovation et l'extension de la base technique de Montgermont ;
- **Le programme Valorisation énergétique (0,8 M€ en 2022, hors AP projet de réhabilitation de l'UVE)** qui concerne en grande partie le financement par subvention du quai de transfert de détournement des déchets à Bourgbarré ;
- **La prévention et la stratégie déchets (0,3 M€ en 2022)** qui recouvre l'ensemble des actions de communication et de changement de comportements, et notamment les actions en faveur du développement du compostage (62 % des crédits annuels) et du réemploi (37 % des crédits, incluant une subvention de 0,1 M€ à la communauté Emmaüs) ;
- **Le programme Déchèteries (0,2 M€ en 2022)** qui recouvre l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des déchèteries ;
- **Les autres programmes, pour un montant total inférieur à 0,05 M€ en 2022.**

<i>En M€</i>	Montant AP voté	Montant AP affecté	Montant AP engagé	Montant AP réalisé	CA 2022
<b>AP de projets</b>	<b>152,2</b>	<b>152,2</b>	<b>133,1</b>	<b>108,1</b>	<b>68,6</b>
Réhabilitation UVE	149,4	149,4	130,4	105,3	68,6
Déchèterie St-Erblon	2,8	2,8	2,7	2,7	0,0
<b>AP millésimées</b>	<b>20,5</b>	<b>18,4</b>	<b>17,3</b>	<b>15,3</b>	<b>4,0</b>

Collectes	10,1	9,1	8,1	7,1	2,7
Valorisation énergétique	5,1	5,1	5,1	4,9	0,8
Prévention & stratégie	0,8	0,6	0,6	0,6	0,3
Déchèteries	3,7	2,9	2,9	2,2	0,2
Autres AP	0,9	0,8	0,6	0,6	0,0
<b>Total</b>	<b>172,7</b>	<b>170,6</b>	<b>150,4</b>	<b>123,4</b>	<b>72,6</b>

**Les recettes d'investissement s'élèvent à 64,2 M€.** Elles proviennent de la mobilisation de l'emprunt pour financer les travaux de réhabilitation de l'UVE (58 M€), du fonds de compensation de la TVA (6,1 M€) et de subventions (0,2 M€) de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne pour les travaux de l'UVE et de la Région Bretagne pour le contrôle d'accès aux déchèteries.

### III. Budgets annexes Assainissement

Trois budgets distincts correspondent à la compétence assainissement. Ils se différencient par le mode de gestion du service public (délégation ou régie) et par le caractère collectif ou non des installations. Ils seront regroupés en 2023 en un seul budget conformément aux préconisations réglementaires.

#### A. Régie assainissement collectif

##### 1. Section d'exploitation

<i>En M€</i>	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépense</b>	<b>19,88</b>	<b>25,6</b>	<b>21,97</b>	<b>85,8%</b>	<b>2,08</b>	<b>10,5%</b>
Charges à caractère général	11,59	16,63	13,49	81,1%	1,90	16,4%
Charges de personnel	6,66	7,00	6,77	96,8%	0,12	1,7%
Charges financières	1,15	1,21	1,12	93,0%	-0,03	-2,4%
Autres	0,49	0,77	0,59	76,3%	0,10	20,4%
<b>Recette</b>	<b>25,52</b>	<b>28,19</b>	<b>27,49</b>	<b>97,5%</b>	<b>0,00</b>	<b>7,7%</b>
Ventes de produits fabriqués, prestations	25,29	26,90	26,23	97,5%	0,94	3,7%
Produits exceptionnels	0,04	0,65	0,47	71,9%	0,42	955,3%
Reprises sur provisions	0,00	0,40	0,40	100,0%	0,40	
Subventions d'exploitation	0,01	0,11	0,23	201,6%	0,22	1541,4%
Autres	0,17	0,13	0,16	127,7%	-0,01	-5,3%

**Les dépenses d'exploitation s'élèvent à 21,97 M€** au CA 2022, soit + 10,5 % par rapport à 2021. Cette évolution est justifiée par :

- **Les contrats de prestations (+1,66 M€) de traitement des boues des eaux usées** du fait de la poursuite d'une opération exceptionnelle de maintenance (vidange/curage) du digesteur de l'OVH (Oxydation par Voie Humide) du site de



Beaurade et par l'intégration dans le périmètre de la régie de la commune de Brécé ;

- **Les remboursements de frais (+253 K€) au budget principal de Rennes Métropole** correspondant à la refacturation du carburant et de la maintenance des véhicules et engins réalisée par le Parc Auto (+157 K€ M€) et à la refacturation par le syndicat de la Flume du transport et du traitement des effluents (0,21 M€) ;
- **Les dépenses de personnel à hauteur de 6,77 M€,** en évolution de +1,7 %. Un remboursement de 0,49 M€ de ces charges est opéré par chacun des deux autres budgets assainissement : 0,31 M€ par le budget assainissement et 0,18 M€ par le budget régie assainissement non collectif.

**Les recettes d'exploitation d'un montant de 27,49 M€** évoluent de 7,7 % par rapport à 2021, conformément à la hausse des tarifs de la redevance d'assainissement et à la progression de l'assiette de facturation. Elles sont constituées principalement des redevances d'assainissement.

**Les produits des services s'établissent à 26,2 M€** et retracent principalement :

- La perception des redevances et participations pour l'assainissement collectif pour 22,87 M€ ;
- Le remboursement par le budget principal des dépenses d'exploitation des réseaux d'eaux pluviales réalisés par ce budget annexe pour 2,54 M€ ;
- Le remboursement de la mise à disposition de personnel pour 0,49 M€.

## 2. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>16,32</b>	<b>41,57</b>	<b>24,72</b>	<b>59,5%</b>	<b>8,40</b>	<b>51,5%</b>
Dépenses d'équipement	12,35	31,14	14,87	47,8%	2,52	20,4%
Emprunts	3,88	9,87	9,29	94,1%	5,42	139,8%
Immobilisations financières	0,00	0,47	0,47	100,0%	0,47	
Participations	0,09	0,09	0,09	100,0%	0,00	0,0%
<b>Recettes</b>	<b>14,23</b>	<b>26,83</b>	<b>20,52</b>	<b>76,5%</b>	<b>6,29</b>	<b>44,2%</b>
Emprunts et dettes assimilées	5,00	20,00	17,00	85,0%	12,00	240,0%
Dotations, fonds divers, réserves	3,88	2,10	1,69	80,7%	-2,18	-56,3%
Immobilisations corporelles	3,66	1,56	1,06	67,9%	-2,60	-71,0%
Subventions d'investissement	1,70	3,17	0,76	24,1%	-0,93	-55,0%

**Les dépenses d'investissement s'élèvent à 24,72 M€ en 2022**, en augmentation de 51,5% du fait principalement du remboursement d'un emprunt in fine pour 4,9 M€.

**Les dépenses d'équipement** sont gérées de manière pluriannuelle en autorisations de programme et crédits de paiement. Le détail des AP est le suivant :



En M€	AP votée	AP affectée	AP engagée	AP réalisée	CA 2022
<b>AP de projets</b>	<b>92,49</b>	<b>92,49</b>	<b>16,85</b>	<b>16,31</b>	<b>2,32</b>
Station épuration Bruz	50,19	50,19	0,58	0,4	0,13
Regroupement station Nord transfert Beaurade	12,33	12,33	11,44	11,43	1,51
Raccordement EU Via Silva	10,98	10,98	0,13	0,06	0,05
ZAC Brasserie bassin parking	5,44	5,44	0,08	0,07	0,02
Station d'épuration Brécé	3,75	3,75	0,16	0,07	0,06
Station épuration Cintré	2,83	2,83	0,17	0,09	0,03
Station épuration Romillé	2,72	2,72	0,16	0,1	0,03
Station épuration St-Erblon	2,51	2,51	2,39	2,39	0,26
Suppression PN 193 Bd Marbeuf	1,75	1,75	1,75	1,71	0,24
<b>AP millésimées</b>	<b>50,23</b>	<b>48,04</b>	<b>37,4</b>	<b>30,47</b>	<b>12,56</b>
Aménager, assurer la maintenance des réseaux de collecte	29,64	28,25	22,61	20,58	7,34
Aménager, maintenance des ouvrages de traitement	14,39	13,94	10,39	7,56	3,94
Etudes et recherches	2,98	2,71	1,6	0,69	0,64
Gestion des véhicules et engins	1,55	1,55	1,54	0,45	0,29
Exploiter le système d'assainissement	0,87	0,86	0,73	0,67	0,24
Extension des réseaux EU	0,35	0,35	0,18	0,17	0,02
Gestion et développement du système d'information	0,34	0,3	0,27	0,26	0,08
Logistique	0,07	0,07	0,07	0,06	0,02
Gestion de la maintenance	0,05	0,02	0,02	0,02	0
<b>Total</b>	<b>142,73</b>	<b>140,54</b>	<b>54,25</b>	<b>46,78</b>	<b>14,87</b>

Sur les 142,73 M€ de montant d'autorisations de programmes votées, un montant de 140,54 M€ a été affecté pour des investissements identifiés dont 54,25 M€ ont fait l'objet d'un engagement juridique de la collectivité.

En 2022, les dépenses d'équipement s'élèvent à 14,87 M€ et ont été consacrées, pour l'essentiel, à la poursuite des chantiers de regroupement et de transfert des stations nord à Beaurade (1,51 M€ sur un projet de 12,33 M€), des chantiers de la station d'épuration de Saint-Erblon (0,26 M€ sur une enveloppe de 2,51 M€) et de Bruz (0,13 M€ sur un projet de 50,19 M€), et au dévoiement des réseaux dans le cadre de la suppression du passage à niveau du boulevard Marbeuf (0,24 M€ sur un montant global de 1,75 M€).

Par ailleurs, les dépenses d'équipement réalisées en 2022 incluent notamment :

- Des travaux d'aménagement et de maintenance des réseaux de collecte (7,34 M€), des travaux de renouvellement et de réhabilitation des réseaux d'eaux usées (6,44 M€), essentiellement pour les communes de Rennes, Noyal-Châtillon sur Seiche, St-Erblon, Cesson, ainsi que la requalification du centre bourg de Pacé ;
- L'aménagement et la maintenance des ouvrages de traitement (3,94 M€) avec principalement le renouvellement d'équipements pour l'OVH (0,61 M€), le moteur

pont brosse (1,24 M€) et l'automatisme centrifugeuse (0,12 M€) à l'usine de Beaurade.

**Le remboursement des emprunts s'est élevé à 9,29 M€ en 2022** (contre 3,88 M€ en 2021). Ce montant inclut le remboursement des avances de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne. L'augmentation constatée par rapport à 2021 s'explique par le remboursement d'un emprunt in fine pour 4,9 M€.

**Les recettes d'investissement atteignent 20,52 M€** et comprennent majoritairement deux **emprunts** contractés auprès de l'Agence France Locale et de la Banque Postale pour un total de 17 M€. Elles incluent par ailleurs :

- Des dotations à hauteur de 1,69 M€ correspondent au **versement du FCTVA**. Ce montant dépend des investissements réalisés sur l'exercice ;
- Des **subventions** à hauteur de 0,76 M€ perçues dans le cadre des différents projets d'investissement.

Enfin, les "**Autres recettes d'investissement**" correspondent à la refacturation par le budget principal des dépenses d'investissement des réseaux d'eaux pluviales réalisées par ce budget annexe pour 1,06 M€.

## B. Assainissement (DSP)

### 1. Section d'exploitation

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>0,73</b>	<b>0,70</b>	<b>0,42</b>	<b>60,8%</b>	<b>-0,30</b>	<b>-41,8%</b>
Charges de personnel	0,30	0,33	0,31	94,2%	0,00	0,9%
Charges exceptionnelles	0,00	0,05	0,04	79,3%	0,04	
Charges à caractère général	0,36	0,26	0,04	15,4%	-0,32	-88,9%
Charges financières	0,06	0,06	0,04	62,5%	-0,02	-34,0%
<b>Recettes</b>	<b>1,36</b>	<b>1,28</b>	<b>1,51</b>	<b>117,9%</b>	<b>0,15</b>	<b>11,0%</b>
Ventes produits fabriqués, prestations	1,35	1,12	1,39	124,0%	0,04	2,9%
Produits exceptionnels	0,00	0,15	0,11	76,2%	0,11	

**Les dépenses d'exploitation s'élèvent à 0,42 M€ au CA 2022** en diminution de près de 42 % par rapport à 2021. Cette évolution est due principalement à la baisse des charges à caractère général qui intégraient en 2021 un coût plus important de gestion des boues (crise sanitaire).

**Les recettes d'exploitation, d'un montant de 1,51 M€**, augmentent de 11 % du fait de l'annulation de mandats sur exercices antérieurs dans le cadre des schémas directeurs (0,10 M€). Elles sont composées pour 92 % de produits des services (1,39 M€) qui comprennent les redevances (1,26 M€) et les participations pour l'assainissement collectif (0,13 M€).

## 2. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/22	
<b>Dépenses</b>	<b>1,14</b>	<b>10,81</b>	<b>2,18</b>	<b>20,2%</b>	<b>1,04</b>	<b>91,6%</b>
Dépenses d'équipement	0,95	9,89	1,27	12,8%	0,32	33,3%
Immobilisations financières	0,00	0,73	0,73	99,8%	0,73	
Emprunts	0,18	0,19	0,18	95,3%	0,00	-2,3%
<b>Recettes</b>	<b>0,08</b>	<b>0,14</b>	<b>0,12</b>	<b>83,3%</b>	<b>0,04</b>	<b>51,4%</b>
Autres immobilisations financières	0,06	0,10	0,08	77,7%	0,01	20,1%
Subventions d'investissement	0,00	0,04	0,04	99,8%	0,04	

Les dépenses d'investissement s'établissent à 2,18 M€ et augmentent de 91,6 % par rapport à 2021 du fait du versement d'une participation à Territoires Publics pour les travaux primaires de la ZAC du Lindon à l'Hermitage (0,73 M€).

Les dépenses d'équipement sont gérées de manière pluriannuelle en autorisations de programme et crédits de paiement. Le détail des AP est le suivant :

En M€	AP votée	AP affectée	AP engagée	AP réalisée	CA 2022
<b>AP millésimées</b>	<b>3,72</b>	<b>3,63</b>	<b>2,50</b>	<b>2,49</b>	<b>1,27</b>
Renouvellement réhabilitation réseaux eu	2,28	2,27	1,99	1,99	0,85
Etudes structurantes pour les infrastructures	0,88	0,87	0,34	0,34	0,32
Amélioration des STEP	0,42	0,34	0,09	0,09	0,05
Renouvellement des STEP	0,06	0,06	0,04	0,04	0,00
Extension des réseaux EU	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04
Ouvrages spécifiques EU	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Moyens service exploitation Foncier	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>AP de projets</b>	<b>2,26</b>	<b>2,26</b>	<b>0,03</b>	<b>0,03</b>	<b>0,00</b>
Station épuration Bécherel	2,22	2,22	0,00	0,00	0,00
station épuration Brécé	0,04	0,04	0,03	0,03	0,00
<b>Total</b>	<b>5,98</b>	<b>5,89</b>	<b>2,53</b>	<b>2,53</b>	<b>1,27</b>

Sur les 5,98 M€ d'enveloppes d'AP ouvertes en 2022, un montant de 5,89 M€ a été affecté pour des investissements dont 2,53 M€ a fait l'objet d'un engagement juridique de la collectivité.

En 2022, les dépenses d'équipement s'élèvent à 1,27 M€ et incluent principalement :

- Le renouvellement et la réhabilitation des réseaux d'eaux usées : 0,85 M€, essentiellement pour les Balus à St-Grégoire et les communes de L'Hermitage et Bécherel ;

- Des études structurantes pour les infrastructures : 0,32 M€, principalement pour les schémas directeurs d'assainissement des eaux usées ;
- L'amélioration et le renouvellement des stations d'épuration (0,05 M€ pour les STEP de Mordelles et L'Hermitage) ;
- L'extension des réseaux EU : 0,04 M€ notamment sur la commune de St-Grégoire.

Les **recettes d'investissement** atteignent 0,12 M€ et recouvrent une subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour les schémas directeur (0,04 M€) et des recettes de TVA obtenues via le transfert de droit à déduction des exploitants de DSP (0,08 M€).

### C. Assainissement non collectif-SPANC

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>0,22</b>	<b>0,27</b>	<b>0,25</b>	<b>90,6%</b>	<b>0,03</b>	<b>13,4%</b>
Charges de personnel	0,152	0,195	0,184	94,2%	0,032	21,1%
Charges à caractère général	0,040	0,073	0,063	86,1%	0,022	55,3%
Autres charges de gestion courante	0,025	0,002	0,002	90,3%	-0,023	-92,7%
Charges exceptionnelles	0,000	0,005	0,001	14,7%	0,000	85,6%
<b>Recettes</b>	<b>0,34</b>	<b>0,26</b>	<b>0,34</b>	<b>130,1%</b>	<b>0,00</b>	<b>1,3%</b>
Ventes produits fabriqués, prestations	0,282	0,261	0,336	128,7%	0,053	18,9%
Produits exceptionnels	0,001	0,000	0,003		0,002	250,0%
Subventions d'exploitation	0,052	0,000	0,000		-0,052	-99,4%

Les **dépenses d'exploitation s'élèvent à 249,12 K€**, soit + 13% par rapport à 2021, répartis entre :

- Les **charges de personnel (183,92 K€)**, lesquelles représentent 74% des dépenses d'exploitation. Les dépenses directes portées par le budget régie assainissement sont refacturées au budget SPANC en fonction du niveau d'activité constaté annuellement ;
- Les **charges à caractère général (62,73 K€)** qui ont trait à la rémunération des délégataires des services publics d'eau potable pour leur prestation de recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif (34,77 K€), et à la refacturation de frais généraux globalisés au budget régie (27,80 K€).

Les **recettes d'exploitation** s'établissent à 339,60 K€ et sont composées pour l'essentiel des redevances pour l'assainissement non collectif (335,70 K€). Elles concernent en outre, des produits exceptionnels (3,46 K€) relatifs à des pénalités de non-conformité d'assainissement non collectif.

## IV. Centre des congrès

L'exploitation de l'équipement Centre des congrès au Couvent des Jacobins est déléguée à la SPL Destination Rennes. Le budget annexe retrace les flux réels liés à cette gestion déléguée de l'exploitation mais également les autres charges (assurances, taxe foncière, investissements ...) incombant au propriétaire.

### A. Section d'exploitation

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>3,85</b>	<b>5,90</b>	<b>5,80</b>	<b>98,3%</b>	<b>1,94</b>	<b>50,4%</b>
Charges à caractère général	3,61	5,90	5,80	98,3%	2,19	60,6%
Charges exceptionnelles	0,24	0,00	0,00		-0,24	-100,0%
<b>Recettes</b>	<b>4,63</b>	<b>5,55</b>	<b>6,06</b>	<b>109,2%</b>	<b>1,43</b>	<b>30,9%</b>
Ventes produits, prestations	2,33	4,75	5,25	110,7%	2,93	125,7%
Produits exceptionnels	2,30	0,80	0,80	100,1%	-1,50	-65,2%

La plus grande partie des **dépenses d'exploitation** concernent la rémunération versée à Destination Rennes en application du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du Centre des Congrès.

Cette rémunération, en augmentation de +62 % (+2,2 M€) entre 2021 et 2022 traduit la reprise d'activité (en lien avec les recettes d'exploitation) liée notamment au report de nombreux événements annulés en 2020 et 2021 du fait de la pandémie de Covid-19.

Les **recettes d'exploitation** retracent :

- Les opérations de commercialisation des espaces de l'équipement pour un total de 5,25 M€ en 2022. Ces produits sont en augmentation par rapport à 2021 (+125,7%, soit +2,9 M€) en raison de la reprise de l'activité de l'équipement ;
- Les produits exceptionnels constitués de la participation du budget principal pour équilibrer l'activité, dont le montant versé en 2022 est de 800 K€, en baisse de 1,5 M€. Cette baisse s'explique par le fait que le besoin de participation 2021 de 2,3 M€ couvrait le manque de recettes d'exploitation du fait de la crise sanitaire.

### B. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>1,19</b>	<b>1,38</b>	<b>0,31</b>	<b>22,3%</b>	<b>-0,88</b>	<b>-74,1%</b>

Dépenses d'équipement	1,19	1,38	0,31	22,3%	-0,88	-74,1%
<b>Recettes</b>	<b>0,06</b>	<b>2,17</b>	<b>2,17</b>	<b>100,0%</b>	<b>2,12</b>	<b>371,7%</b>
Subventions d'investissement	0,00	2,17	2,17	100,0%	2,17	
Immobilisations en cours	0,06	0,00	0,00		-0,06	-100,0%

Les dépenses d'investissement 2022 s'élèvent à 310 K€ et sont constituées du solde des marchés de travaux de construction de l'équipement qui devraient être totalement soldés en 2023. Le besoin de financement de ces dépenses est couvert par une subvention d'équipement du budget principal.

## V. Budgets annexes Réseaux de chaleur

L'activité réseaux de chaleur est couverte par deux budgets annexes distincts, suivant le mode de gestion des réseaux : un pour les réseaux gérés en régie et un pour ceux gérés en délégation de service public et concession. L'année 2022 est la dernière année de distinction de ces budgets qui seront regroupés en un seul budget à compter de 2023.

### A. Budget réseaux de chaleur (DSP)

Le budget annexe Réseaux de chaleur concerne les réseaux Rennes Nord-Est, Rennes Sud et Vezin-le-Coquet.

#### 1. Section d'exploitation

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/22	
<b>Dépenses</b>	<b>1,38</b>	<b>1,41</b>	<b>1,21</b>	<b>85,9%</b>	<b>-0,17</b>	<b>-12,3%</b>
Charges de personnel	0,61	0,67	0,66	99,0%	0,05	7,8%
Charges exceptionnelles	0,47	0,24	0,23	97,9%	-0,24	-51,3%
Charges financières	0,20	0,20	0,17	85,1%	-0,03	-13,1%
Charges à caractère général	0,10	0,31	0,15	49,3%	0,05	49,1%
<b>Recettes</b>	<b>2,44</b>	<b>3,27</b>	<b>3,24</b>	<b>99,1%</b>	<b>0,80</b>	<b>32,7%</b>
Ventes produits fabriqués, prestations	1,50	2,35	2,20	93,8%	0,70	46,5%
Autres produits de gestion courante	0,92	0,92	1,03	112,1%	0,11	12,4%
Produits exceptionnels	0,02	0,00	0,00		-0,02	-85,3%

Les dépenses de la section d'exploitation du budget annexe Réseaux de chaleur s'établissent à 1,2 M€ en 2022, en diminution de 0,2 M€ par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par :

- L'évolution des charges exceptionnelles, qui, en 2022, concernent la compensation d'un préjudice subi par la société concessionnaire du réseau de chaleur suite à un arrêt d'un four de l'usine de valorisation énergétique de Villejean

(dépense neutre à l'échelle du budget, une recette équivalente étant perçue de la part du budget annexe Élimination et valorisation des déchets) ;

- L'assistance à maîtrise d'ouvrage nécessaire à l'élaboration du schéma directeur 2035 ;
- L'évolution des charges de personnel (+7,8%) du fait des mouvements de personnel, du glissement vieillesse technicité (GVT) et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique.

Les **recettes de la section d'exploitation** s'élèvent à 3,2 M€. Elles sont issues pour 68% des produits des services (2,2 M€), qui proviennent essentiellement :

- Des droits de raccordement (0,90 M€ sur le réseau Nord-Est et 0,43 M€ sur le réseau Sud) dont l'augmentation de 46 % par rapport à 2021 s'explique par le développement du réseau ;
- De la surtaxe versée par le délégataire du réseau Sud (0,54 M€).

Les autres produits de gestion courante s'établissent à 1 M€, représentant 32% des recettes : ils correspondent pour l'essentiel à la redevance fixe versée par l'exploitant du réseau Nord-Est.

## 2. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>2,34</b>	<b>3,29</b>	<b>2,76</b>	<b>83,8%</b>	<b>0,42</b>	<b>17,7%</b>
Immobilisations financières	0,36	1,59	1,59	100,0%	1,23	337,9%
Emprunts	0,94	0,97	0,97	99,5%	0,02	2,2%
Dépenses d'équipement	1,04	0,73	0,20	27,8%	-0,83	-80,3%
<b>Recettes</b>	<b>1,97</b>	<b>3,53</b>	<b>3,20</b>	<b>90,5%</b>	<b>1,23</b>	<b>62,3%</b>
Dotations, fonds divers, réserves	1,39	1,98	1,98	100,0%	0,60	42,9%
Subventions d'investissement	0,58	1,22	1,22	99,8%	0,63	108,4%

**Les dépenses d'investissement s'élèvent à 2,8 M€ en 2022.** Pour 58%, il s'agit de participations pour l'extension et l'amélioration des réseaux, pour un montant de 1,6 M€ (0,9 M€ sur la ZAC EuroRennes et 0,7 M€ sur la ZAC Baud-Chardonnet) et pour 7 % de travaux réalisés sur les réseaux par les services de la Métropole.

Ces dépenses ont été réalisées sur des autorisations de programme (AP). Sur les 3,4 M€ d'autorisations ouvertes, l'intégralité des crédits ont été affectés, c'est-à-dire alloués à la réalisation de projets identifiés et évalués. Le crédit de paiement réalisé en 2022 s'est élevé à 0,2 M€, dépensé sur le réseau Nord-Est.



Les recettes d'investissement s'élèvent à 1,2 M€ : elles correspondent à des subventions de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour les travaux d'extension des réseaux.

## B. Budget annexe Régie réseaux de chaleur

Le budget annexe Régie réseaux de chaleur concerne actuellement le réseau de Chartres-de-Bretagne et le réseau en devenir du Rheu.

### 1. Section d'exploitation

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>0,114</b>	<b>0,147</b>	<b>0,113</b>	<b>76,6%</b>	<b>-0,001</b>	<b>-1,1%</b>
Charges à caractère général	0,109	0,130	0,112	86,2%	0,003	2,5%
Charges financières	0,001	0,004	0,001	25,8%	0,000	-14,8%
Charges de personnel	0,004	0,010	0,000	0,0%	-0,004	0,000
<b>Recettes</b>	<b>0,13</b>	<b>0,14</b>	<b>0,08</b>	<b>61,8%</b>	<b>-0,04</b>	<b>-33,0%</b>
Ventes produits fabriqués, prestations	0,126	0,135	0,084	62,2%	-0,042	-33,4%
Autres produits de gestion courante	0,000	0,000	0,001		0,001	16001,7%
Produits exceptionnels	0,000	0,002	0,000	6,5%	0,000	-37,9%

Les dépenses de la section d'exploitation s'établissent à 0,113 M€ en 2022, en baisse de 1,1% par rapport à 2021. Elles concernent majoritairement :

- Les charges à caractère général (0,112 M€, en hausse de 2,5 %), liées à l'exploitation de la chaufferie de Chartres-de-Bretagne, dont 65% pour les charges d'énergie et de combustible (dépendantes de la demande de chaleur) et 32% pour le marché d'exploitation ;
- Les charges de personnel qui apparaissent à 0 au compte administratif, du fait de l'impossibilité technique de rattacher les charges au budget pour permettre d'assurer la fusion en 2023 des deux budgets de la compétence chaleur. Enfin, les charges financières s'établissent à 0,01 M€.

Les recettes de la section d'exploitation (0,08 M€) proviennent de la vente de chaleur, qui diminue de 33 % sur le réseau de Chartres-de-Bretagne par rapport à l'exercice précédent.

### 2. Section d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution CA21/CA22	
<b>Dépenses</b>	<b>0,067</b>	<b>1,096</b>	<b>0,568</b>	<b>51,8%</b>	<b>0,502</b>	<b>752,8%</b>



Dépenses d'équipement	0,060	1,090	0,562	51,6%	0,502	830,7%
Emprunts	0,006	0,006	0,006	99,0%	0,000	1,3%
<b>Recettes</b>	<b>0,25</b>	<b>0,29</b>	<b>0,21</b>	<b>73,1%</b>	<b>-0,04</b>	<b>-15,8%</b>
Subventions d'investissement	0,249	0,198	0,209	105,7%	-0,039	-15,8%
Emprunts	0,000	0,088	0,000	0,0%	0,000	

Les dépenses d'investissement concernent, d'une part les études et les travaux d'extension des réseaux de Chartres-de-Bretagne et l'étude topographique pour le réseau de Le Rheu (respectivement 97,5% et 2,5 % des dépenses), d'autre part l'amortissement de la dette (0,006 M€).

Les recettes d'investissement sont constituées par la participation de la commune de Chartres-de-Bretagne (0,209 M€).

## VI. Budgets annexes des zones d'aménagement

Rennes Métropole gère en 2022, 4 Zones d'Activités Économiques (ZAE) et 1 Zone d'Aménagement mixte (ZAC) en régie. Par ailleurs, 12 ZAC sont concédées.

Les activités des ZAE et d'activité mixte gérées en régie sont retracées au sein de budgets annexes individualisés. Les travaux d'aménagement du foncier destiné à être cédé sont retracés en comptabilité de stock de terrains aménagés.

En consolidé, les réalisations 2022 de ces budgets se chiffrent à 0,78 M€ en dépenses et 1,82 M€ en recettes de fonctionnement correspondant à la phase de commercialisation de 4 zones.

Les dépenses d'investissement en 2022 correspondent au remboursement partiel des avances consenties depuis 2008 par le budget principal au budget annexe de la ZAC La Forge-Saint Gilles.

<i>En M€</i>	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution
<b>Fonctionnement</b>					
<b>Dépenses</b>	<b>2,15</b>	<b>1,79</b>	<b>0,78</b>	<b>43,7%</b>	<b>-1,37</b>
Charges à caractère général	2,15	1,76	0,77	43,6%	-1,38
Autres charges de gestion courante	0,00	0,02	0,01	49,9%	0,01
<b>Recettes</b>	<b>0,68</b>	<b>2,19</b>	<b>1,82</b>	<b>83,1%</b>	<b>1,15</b>
Produits et ventes diverses	0,57	2,19	1,82	83,1%	1,25
Dotations et participations	0,10	0,00	0,00		-0,10
<b>Investissement</b>					
<b>Dépenses</b>	<b>0,46</b>	<b>0,62</b>	<b>0,13</b>	<b>21,2%</b>	<b>-0,33</b>
Emprunts et dettes assimilées	0,46	0,62	0,13	21,2%	-0,33

Les **dépenses de fonctionnement** des budgets annexes de ZAE, en diminution de -63,7% entre le CA 2021 et CA 2022, sont composés à 99% des charges à caractère général. Les autres dépenses correspondent aux autres charges de gestion courante (provisions pour intérêts moratoires sur marchés publics ou reliquats de TVA).

Ces charges à caractère général correspondent, pour 83%, à des travaux d'aménagement et de viabilisation des lots (0,65M€ pour essentiellement la ZAE "Les Rignés"), pour 14,6% aux études de maîtrise d'œuvre et aux études portées et refacturées par le budget principal concernant la réalisation de la ZAE Joval-Acigné. Le reste des dépenses est constitué de frais accessoires et de taxes foncières.

<i>En M€</i>	CA 2021	CA 2022	part 2022
ZAC LA FORGE SAINTGILLES	0,02	0,01	0,77%
ZAE GEV ACTIV 2 GEVEZE	0,20	0,02	2,42%
ZAE JOVAL ACIGNE	0,11	0,06	8,15%
ZAE LES RIGNES BETTON	1,69	0,65	83,76%
ZAE MARGAT L'HERMITAGE	0,14	0,04	4,91%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>2,15</b>	<b>0,78</b>	<b>100,00%</b>

Les **recettes de fonctionnement se chiffrent à 1,82 M€**, soit une hausse de 1,25 M€ par rapport au CA 2022. Elles sont uniquement constituées des ventes de terrains aménagés pour toutes les zones à l'exception de la ZAE "Margat – L'Hermitage" dont le budget a été créé en 2021.

## VII. Crématorium

	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution	
Fonctionnement						
Dépenses	21 807	54 655	21 199	38,8%	-608	-2,8%
Charges à caractère général	15 018	48 650	15 982	32,8%	964	6,4%
Charges financières	6 787	6 000	5 217	86,9%	-1 570	-23,1%
Autres charges de gestion courante	3	5	1	11,4%	-2	-77,6%
Recettes	300 382	280 000	320 688	114,5%	20 306	6,8%
Autres produits de gestion courante	300 382	280 000	320 688	114,5%	20 306	6,8%
Investissement						
Dépenses	276 727	325 372	282 537	86,8%	5 810	2,1%
Emprunts et dettes assimilées	245 524	203 372	203 372	100,0%	-42 152	-17,2%
Dépenses d'équipement	31 203	122 000	79 164	64,9%	47 962	153,7%
Recettes	60 994	109 217	359 217	328,9%	298 222	488,9%
Emprunts et dettes assimilées		0	250 000		250 000	
Dotations, fonds divers et réserves	60 994	109 217	109 217	100,0%	48 222	79,1%

Les **dépenses d'exploitation** sont constituées essentiellement de taxes foncières qui s'élèvent à 12,4 K€, montant stable par rapport à 2021.

Les frais financiers diminuent (-23,1%) au fur et à mesure du remboursement de l'emprunt au budget principal.

Les **recettes de fonctionnement** sont constituées exclusivement de la redevance versée par l'exploitant comprenant un montant forfaitaire de 250 K€ et une part variable indexée sur l'activité de l'année précédente et qui se chiffre en 2022 à 71 K€ (en augmentation de 20 K€ par rapport à l'activité 2020).

Les **dépenses d'investissement** sont composées principalement du remboursement de l'emprunt au budget principal pour un montant de 203 K€. Les frais d'études pour l'extension du site s'élèvent à un montant de 65 K€ et ceux pour le renouvellement de l'appareil de filtration pour 10 K€.

Les **recettes d'investissement** recouvrent la mobilisation d'un emprunt de 250 K€ contracté en prévision de travaux d'extension du site.

## VIII. Production d'énergie photovoltaïque

En €	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution	
Fonctionnement						
Dépenses	10 027	10 640	2 929	27,5%	-7 098	-70,8%
Charges exceptionnelles	8 030	2 000	1 632	81,6%	-6 398	-79,7%
Charges à caractère général	1 997	8 600	1 297	15,1%	-700	-35,0%
Recettes	20 551	25 000	22 804	91,2%	2 253	11,0%
Ventes	20 551	25 000	22 317	89,3%	1 767	8,6%
Produits exceptionnels		0	486		486	
Autres produits de gestion courante	0	0	1		1	
Investissement						
Dépenses	2 600	108 988	0	0,0%	-2 600	-100,0%
Immobilisations corporelles	2 600	108 988	0	0,0%	-2 600	-100,0%

Les **dépenses d'exploitation** demeurent faibles en 2022 et sont essentiellement composées des frais d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité pour le fonctionnement des installations photovoltaïques ainsi que des dépenses relatives à un nouveau marché de nettoyage des panneaux photovoltaïques. Les charges exceptionnelles sont liées à une annulation de titre sur exercice antérieur opérée suite à une erreur dans la facturation de la production d'électricité photovoltaïque à EDF OA.

Les **recettes d'exploitation** sont en augmentation de 8,6% par rapport à l'exercice précédent et sont constituées exclusivement du produit de la vente de la production d'énergie photovoltaïque.

Aucune dépense d'investissement n'a été réalisée en 2022.

## Annexe 1 – dépenses de personnel consolidées

<i>Budgets (en M€)</i>	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution 2022	Évolution	
Budget principal	82,29	88,38	88,27	99,9%	5,98	7,3%
Déchets	2,7	3,06	2,88	94,1%	0,17	6,4%
Réseaux de chaleur	0,61	0,67	0,66	98,5%	0,05	7,8%
Assainissement	6,66	7	6,77	96,7%	0,12	1,7%
	92,26	99,1	98,58	99,5%	6,32	6,9%

Les dépenses de personnel consolidées s'élèvent à 98,58 M€ au CA 2022 de Rennes Métropole, soit une évolution de 6,32 M€ (+6,85%) par rapport au CA 2021.

Les facteurs d'évolution des dépenses de personnel au niveau du **budget principal** (+5,98 M€) sont explicités dans la première partie du rapport budgétaire.

Au niveau du **budget Assainissement**, l'évolution est de 1,73%. Le taux d'exécution est seulement de 96,8 %. Cette sous-consommation s'explique par des difficultés de recrutement sur certains métiers et un turn-over assez fort. Malgré les créations de postes de 2021 et 2022, liées aux recrutements d'agents dans le cadre de l'agrandissement du périmètre de la régie, le taux d'occupation a baissé et équivalait à 7 postes sur une année de non dépense. Par ailleurs, les mesures nationales<sup>5</sup> et le glissement vieillesse technicité, participent à l'augmentation de la masse salariale du 0,220 M€. De plus, la refacturation de l'activité de la Direction de l'Espace public et des Infrastructures en matière d'assainissement est en baisse (- 0,090 M€). Enfin, l'appel à des contractuels a été moins important en 2022 (- 0,040 M€).

Au niveau du **budget Déchets**, l'évolution de 6,43 % s'explique notamment par la création de 8 postes en 2022, qui s'ajoutent à l'effet report des postes créés en 2021 (+ 0,25 M€). Il convient également d'ajouter les effets du GVT et des mesures nationales pour un montant cumulé de 0,105 M€. La consommation des contrats est en baisse (- 0,065 M€). Enfin, une vacance de poste permet une économie de 0,1 M€.

Concernant le **budget Réseaux de chaleur**, l'évolution est de 7,81 %. Comme pour l'assainissement, depuis 2020, une partie de la rémunération des agents de la Direction de l'Espace public et des Infrastructures, en fonction de leur activité, impacte directement le budget Réseau de chaleur. De plus, le glissement vieillesse technicité et la valeur de point participent à l'augmentation de la masse salariale, ainsi que la quote-part de la Direction des Déchets, qui impacte le budget Réseaux de chaleur, soit une augmentation de 0,024 M€. La consommation des contrats est en hausse (0,031 M€).

<sup>5</sup> Augmentation de la valeur du point, revalorisation de la catégorie C, augmentation du SMIC et de l'indice plancher de rémunération, prime inflation, NAO

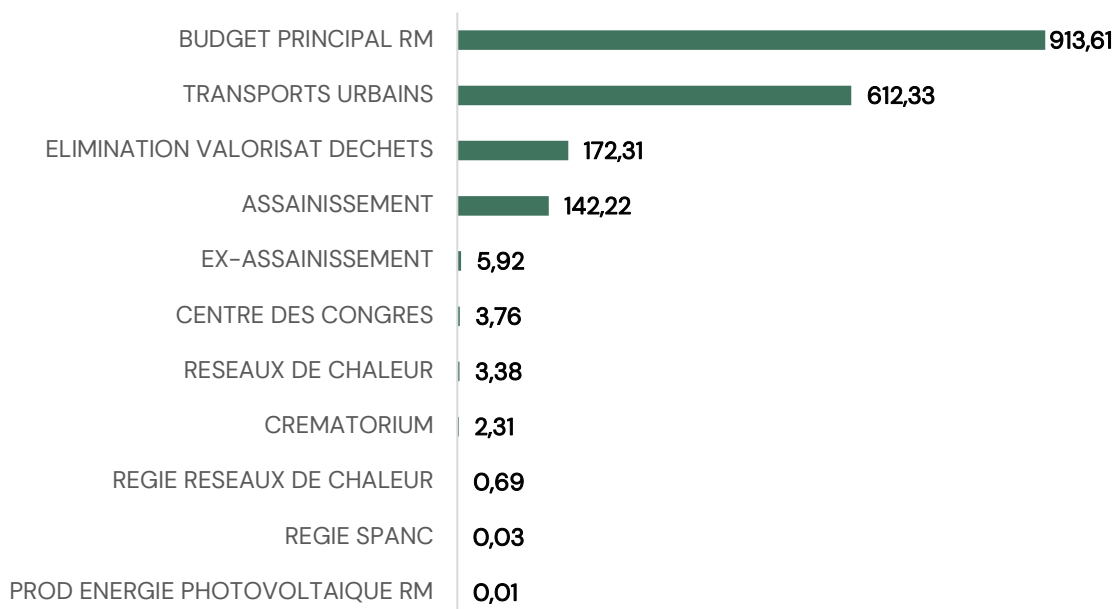
## Annexe 2 – Bilan de la gestion des engagements pluriannuels

Les dépenses d'équipement de la collectivité sont gérées de manière pluriannuelle en autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP) depuis 2020.

Cette gestion permet de retracer les engagements pluriannuels pris par la Métropole afin de suivre leur exécution et d'améliorer la lisibilité du budget en limitant les inscriptions aux seuls crédits nécessaires à la couverture des paiements de l'année. Préalablement à l'engagement, l'affectation de l'AP permet de constater comptablement la décision du Conseil de réaliser un équipement ou de verser une subvention.

Tous budgets confondus, Rennes Métropole dispose au 31 décembre 2022 de 1 856,58 M€ d'AP répartis par budget comme suit :

### Répartition par budgets des AP en cours au 31/12/2022 (en M€)

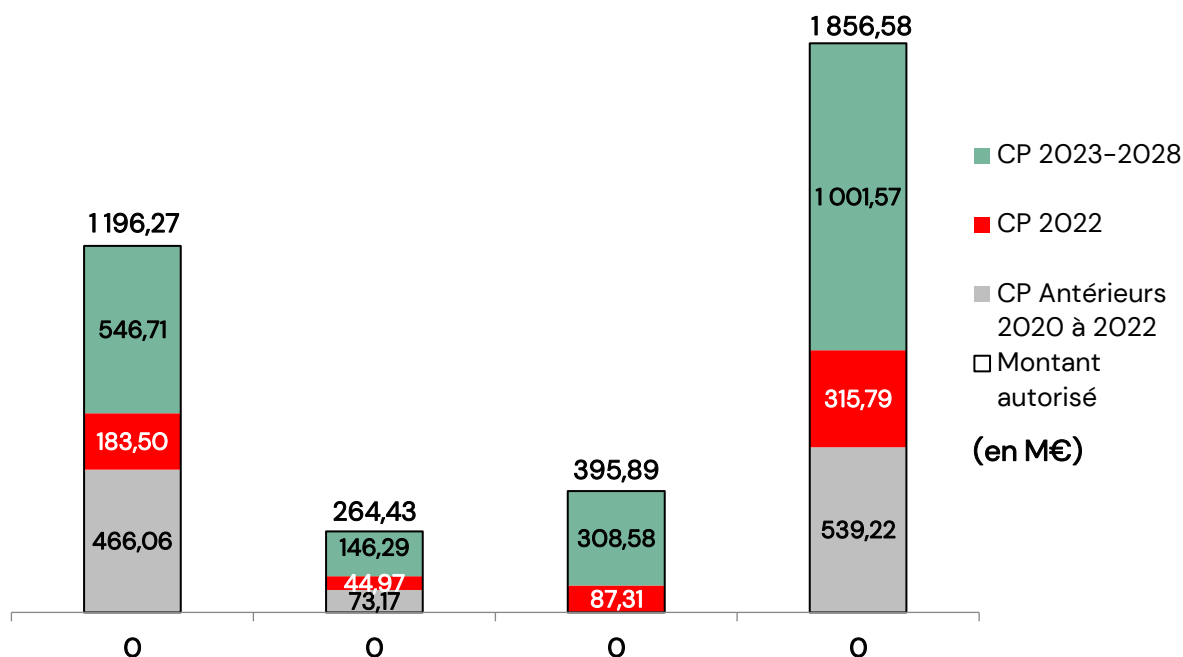


Ce montant global est réparti entre :

- 64,4 % (1 196,27 M€) d'AP ouvertes au titre de 2020 ;
- 14,2 % (264,43 M€) d'AP ouvertes au titre de 2021 ;
- 21,3% d'AP (395,89 M€) ouvertes au titre de 2022.

Le poids des AP 2020 est particulièrement conséquent du fait de la mise en place de cette gestion en 2020 ce qui a donné lieu à la création d'AP reprenant des engagements passés et au vote d'AP projet correspondant au solde des opérations déjà parties (ex : ligne B du métro).

En ce qui concerne la répartition des CP, les crédits antérieurs à 2022 s'élèvent à 539,22 M€ (29,0% du total des AP), les CP 2022 à 315,79 M€ (17,0%) et les CP futurs (2023 à 2028) à 1 001,57 M€ (53,9%) :



Le ratio de couverture consiste à rapporter le stock d'AP encore à exécuter ("reste à financer") au montant global des dépenses mandatées durant l'exercice.

Total AP (A)	Total non affecté des AP millésimées (au 06/04/2023) (B)	CP exécutés sur AP (au 31/12/2022) (C)	Reste à financer (D) = (A)-(B)-(C)	Dépenses annuelles moyennes sur AP (2020 à 2022) (E)	Ratio de couverture des AP = (D) / (E)
1 856 582 460,03	36 407 446,91	855 008 302,80	965 166 710,32	285 002 767,60	3,4

Sont pris en compte dans le stock d'AP, l'ensemble des AP de projet ainsi que la part affectée des AP millésimées.

Ce ratio s'établit, comme l'an dernier, à 3,4 ans ce qui correspond à la durée nécessaire pour exécuter l'intégralité des équipements décidés en maintenant le niveau d'investissement constaté au cours des dernières années. Plus ce ratio tend vers 1, plus la collectivité tend à gérer annuellement ses dépenses. Au contraire, un ratio élevé alerte sur un risque de surévaluation des AP avec un volume d'investissement susceptible d'être engagé bien supérieur à la capacité annuelle à dépenser.

## Annexe 3 – Subventions de fonctionnement versées détail par politique et bénéficiaires

### BUDGET PRINCIPAL

	CA 2022
<b>AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES</b>	<b>8 780 417</b>
Aménagement	49 500
CIREFE	5 000
ECOLE DES HAUTES ETUDES SANTE PUBLIQUE	1 500
ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE DE BRETAGNE	5 000
JEUNES POUSS	5 000
MAEB	10 000
OFFICE NATIONAL DES FORETS	20 000
UNION NATIONALE DES SYNDICATS FRANCAIS D ARCHITECTES	3 000
Habitat et accès au logement pour tous	4 951 303
4 B INFORMATION JEUNESSE PLACE POSSIBLES	15 750
ACCUEIL GENS DU VOYAGE 35	28 420
ADO HABITAT 35	6 667
AIGUILLON CONSTRUCTION	75 100
AIVS	644 000
ALFADI	1 348 772
ARCHIPEL HABITAT	137 822
ASS DEPART INFORMATION LOGEMENT I ET V	80 000
ASS POUR INSERTION SOCIALE	50 000
ASS SAUVEGARDE DE L'ENFANCE A L	182 020
ASSOCIATION CITE ET MEDIATION	40 000
ASSOCIATION TOUS FRERES	3 396
BIENVENUE	5 500
CAISSE D ALLOCATIONS FAMILIALES	308 400
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE RENNES	1 220 000
COALLIA	48 900
COBATY RENNES	5 000
COMMUNE DE BRUZ	36 557
COMMUNE DE LAILLE	12 000
COMPAGNONS BATISSEURS	47 700
CREHA OUEST	148 123
ECLAIREUSES ECLAIREURS DE FRANCE	10 181
ENVIE RENNES 35	30 000
ESPACIL HABITAT	75 100
FOYER SAINT JOSEPH DE PREVILLÉ	19 350
HABITAT ET HUMANISME ILLE	12 614
L AUBIERE	4 000
LES AMITIES SOCIALES	161 600
LES FOYERS D HLM	16 200
NEOTOA	81 300
SOLIHA BRETAGNE ASSOCIATION	6 558
SOLIHA SOLIDAIRES HABITAT COTES ARMOR	0
TABITHA SOLIDARITE	30 723
UN TOIT C EST UN DROIT	40 550

UNION SOCIALE POUR L'HABITAT	19 000
<b>Politique de la ville et cohésion sociale</b>	<b>3 779 614</b>
4 B INFORMATION JEUNESSE PLACE POSSIBLES	114 537
A VELO SANS AGE	3 000
ACC EDUCATIF RENNAIS ENFANTS ET ADOLES	3 000
ACCUEIL PAYSAN 35	3 500
ADORER DEVELOPEM OUTIL RADIOPHONIQUE	9 000
AMICALE ELEVES INSA DE RENNES	3 000
ANIME ET TISSE	1 500
ANTIPODE MJC RENNES	9 000
APRAS PROMO ACTION ANIMATION SOCIALE	545 200
ARPELS	4 000
ARTEMON	2 000
ASFAD	43 000
ASS GEN INTERVENANTS RETRAITES ABCD	1 500
ASS POUR INSERTION SOCIALE	25 000
ASS RENNAISE BUREAU AIDE PSYCHO UNIVER	21 150
ASS SAUVEGARDE DE L ENFANT A L ADULTE	2 067 793
ASSO DE LA BRETECHE SAVA ITINERAIRE BIS	2 600
ASSOC DIPLOME JURISTE CONSEIL ENTREPRISE DE RENNES	2 500
ASSOCIATION DE SOLIDARITE ETUDIANTE RENNAISE	435
ASSOCIATION 3 REGARDS LEO LAGRANGE	3 000
ASSOCIATION ALLI AGES	10 000
ASSOCIATION BLOSNE EMPLOI SOLIDARITE TRAVAIL	4 000
ASSOCIATION CARTEL	2 500
ASSOCIATION CITE ET MEDIATION	10 000
ASSOCIATION PRISME	2 500
ASSOCIATION RENNAISE CENTRES SOCIAUX	23 000
ASSOCIATION REVOL VERT	330
ASSOCIATION RUE DES LIVRES	5 000
ATELIER DECLIC	1 500
AU P TIT BLOSNEUR	1 000
BATIMENT A MODELER	3 000
BENENOVA RENNES	1 300
BIENVENUE	2 000
BISTROT MEMOIRE RENNAIS	3 500
BREIZH INSERTION SPORT B.I.S	142 167
CABARET THEATRE DROMESKO	3 250
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE RENNES	20 000
CENTRE ETUDE ET RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS	6 000
CENTRE SOCIO CULTUREL DES MARAIS	2 400
CERCLE PAUL BERT BLOSNE	3 000



CERCLE PAUL BERT SOC SPORT	3 000	SCIEN PO RENNES INT MODEL UNIT N	494
CESIR	4 000	SEMEURS	5 000
COLLECTIF AGRICULTUREL DE LA PREVALAYE	3 700	SI ON S ALLIAIT	7 500
COLLECTIF SOLIDARITE CHAPELLOISE	3 500	SOLIDARITE ET PARTAGE DES SAVOIRS	1 200
COLLEGE JEAN MOULIN	4 000	STARTIJENN	2 000
COMPAGNONS BATISSEURS	7 000	TOUT ATOUT	19 000
COMPTOIR DU DOC	2 000	TROCABI	7 000
		UFOLEP	2 500
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES DROIT	42 000	UNION DEPARTEMENT ASSO FAMILIALE I V	4 000
COOP DE MAUREPAS LA COHUE	10 000	UNION PIRATE LE SYNDICAT ETUDIANT DE	
DECLIC FEMMES	10 000	RENNES 1	1 000
D'ICI OU D'AILLEURS	5 000	UNIS CITE	5 000
DYADE	2 500	UNIVERSITE DE RENNES	6 000
EISSOR - EPICERIE INTERCOMMUNALE SOCIALE		VACANCES ET FAMILLES	2 300
ET SOLIDAIRE OUEST	1 500	VERT LE JARDIN	2 000
EPICERIE GRATUITE	4 580	VRAC RENNES	12 500
EPIFREE RENNES 1	3 000	WE KER	154 374
ESPERANCE DE RENNES FOOTBALL CLUB	5 500	YEGG MAGAZINE	5 000
ESS CARGO ET CIE	10 500	ZERO DE CONDUITE	7 000
ETONNANT VOYAGE	2 500		
ETUDIANTS EN BIO-INFORMATIQUE GRAND		<b>ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT</b>	
OUEST	500	<b>ECONOMIQUE</b>	<b>11 108 479</b>
FAMILLES ENFANTS LOISIRS	5 000	Aménagement et usages numériques	75 000
FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	17 000	3 HIT COMBO	15 000
FOYER SAINT BENOIT LABRE	18 000	ASSOCIATION BUG	40 000
HISTOIRES ORDINAIRES EDITIONS	1 500		
ISOGONE	1 000	ECOLE SUPERIEU EUROPEENNE ART BRETAGNE	20 000
JETS D ENCRE	555		
JEUNES A TRAVERS LE MONDE	4 000	<b>Attractivité et rayonnement du territoire</b>	<b>82 000</b>
KEUR ESKEMM	3 000	DIRECTION SPÉCIALISÉE DES FINANCES	
LA BALADE DES LIVRES	2 500	PUBLIQUES POUR L'ÉTRANGER	50 000
LA CLE DU CHAMP	3 000	INSTITUT CONFUCIUS DE BRETAGNE	12 000
LA FRATERIE DU QUARTIER	2 000	JEUNES A TRAVERS LE MONDE	10 000
LA TALOCHE	2 000	MAISON DE L EUROPE DE RENNES	10 000
LANGOPHONIES	4 000		
LANGUE ET COMMUNICATION	71 100	<b>Développement et attractivité touristiques</b>	<b>3 865 152</b>
LE CRABE ROUGE	2 700	AFIGESE CT	5 000
LE LABORATOIRE DES IMAGINAIRES	2 000	AJAR FRANCE	2 500
LE SOUFFLE ET LA FLAMME	12 000	ASKORIA	2 000
LES AMITIES SOCIALES	2 672	ASS DECIDER ENSEMBLE	20 000
LES FOURS A MIE	2 000	ASS FRANCAISE DES DIRECTEURS DES SOINS	3 000
LES MARIE ROSE	3 000	DESTINATION RENNES	3 734 652
LES PETITES CANTINES BRUZ	3 000	EURASANTE GIE	2 500
LIBERTE COULEURS	14 000		
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT FAL 35	28 500	FEDERATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITE	15 000
LILICO THEATRE	3 000	FEDERATION FRANCAISE DE GENETIQUE	
LYSIAS RENNES	600	HUMAINE ET MEDICALE	10 000
		FEDERATION NATIONALE DES OFFICES PUBLICS	
MAISON SQUARES SOLIDARITE INTERCULTURE	2 500	DE L'HABITAT	4 000
MAM EVENT	1 500	FUB SERVICES	12 000
MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES DÉDIÉES AUX		INST NAT ENS SUP AGRICULTURE	
INTERVENTIONS CULTURELLES	900	ALIMENTATION ENVIRONNEMENT	8 000
MJC MAISON DE SUEDE	34 500	SEHM	2 000
MOSAIQUE BRETAGNE MAROC	5 000	SOFMER	8 000
MOUV FRANCAIS POUR PLANNING FAMILIAL	2 500	THE LEARNING SHOW	2 500
OBJECTIF LUNE	500	UGICT-CGT	4 000
PAR TOUT ARTISTE	10 000	UNIOPSS	1 500
POINT BARRE	9 960	UNIVERSITE DE RENNES	3 000
POSSIBILIS SCIENCES PO RENNES	4 350	URSCOP	13 000
RESEAU LOUIS GUILLOUX	14 467	WINBOUND	12 500
RESO SOLIDAIRE	3 000		
RESTO BISTRO COOP DE MAUREPAS	2 500	<b>Innovation productive, recherche et</b>	
		<b>enseignement supérieur</b>	<b>2 118 626</b>
		ASKORIA	2 000
		BIOTECH SANTE BRETAGNE	125 000

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	30 482
ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES	39 928
GROUPE DES ECOLES NAT ECONOMIE ET	1 506
ID4CAR	39 000
IMAGES ET RESEAUX ASSOCIATION	25 000
INRAE	2 600
INRIA AGENT COMPTABLE	26 499
INST NAT ENS SUP AGRICULTURE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT	5 000
INSTITUT D ETUDES	17 650
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES	13 940
LE POOL	1 190 833
UNIVERSITE DE RENNES	304 684
UNIVERSITE RENNES II HAUTE BRETAGNE	269 504
VALORIAL	25 000
<b>Soutien à l'emploi, à l'insertion et à la formation professionnelle</b>	<b>1 730 738</b>
4 B INFORMATION JEUNESSE PLACE POSSIBLES	3 000
ACCUEIL ACCOMPAGN. EMPLOI SUD RE	8 709
ACSE 175	4 500
ACTION EMPLOI CESSON	11 575
ASFAD	6 500
ASS POUR INSERTION SOCIALE	54 697
BLOSN UP	10 000
BOREAL INNOVATION	24 750
BREIZH INSERTION SPORT B.I.S	10 941
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE RENNES	413 826
CIAS MORDELLES	13 575
COMMUNAUTE EMMAUS HEDE	26 100
COMMUNE D ACIGNE	1 250
COMMUNE DE BETTON	9 075
COMMUNE DE L HERMITAGE	2 000
COMPAGNONS BATISSEURS	77 913
COOP DE MAUREPAS LA COHUE	2 000
CTRE COM ACTION SOCIALE DE ST JACQUES DE LA LANDE	11 575
CTRE COM ACTION SOCIALE DE THORIGNE FOUILLARD	11 575
DECLIC	8 000
EHOP	10 000
ESPACE EMPLOI	53 367
ETUDES CHANTIERS BRETAGNE PAYS LOIRE	98 371
FACE RENNES	29 000
GEIQ BATIMENT DU PAYS DE RENNES	15 000
GROUPEMENT D'EMPLOYEURS POUR L'INSERTION ET LA QUALIFICATION PROPRETE	10 000
LA CORDEE SAS	5 000
L'ETAPE	8 500
MJC MAISON DE SUEDE	7 950
POINT ACCUEIL EMPLOI SUD EST 35	3 250
PRELUDE	49 051
RELAIS EMPLOI	4 500
RESO SOLIDAIRE	106 000
RESTAURANTS DU COEUR LES RELAIS	5 186
R'MIN SERVICES	10 000
START AIR	76 464
WE KER	527 538
<b>Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises</b>	<b>3 236 962</b>

3 HIT COMBO	11 687
60 000 REBONDS	5 000
ACTIV EST	25 000
ADERE 35	10 000
ADIE	29 500
ADN OUEST ASSOCIATION	25 000
AGENCE LOCALE ENERGIE CLIMAT PAYS RENN	8 250
AGROBIO 35	10 000
ASSO FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION	8 000
ASSOCIATION AY ROOP	754
ASSOCIATION LES ENTREP BRETAGNE	3 000
ASSOCIATION REBOND 35	5 000
ASSOCIATION TEMPS DE SCIENCES	2 000
ATLANGAMES	3 562
BGE 35	80 000
BLEU BLANC COEUR	3 000
BRETAGNE ACTIVE	85 000
BRETAGNE DEVELOPPEMENT INNOVATIO	40 000
BRETAGNE ID LARGE	5 000
BRETAGNE SUPPLY CHAIN	11 000
CASTEL ART	5 000
CENTRE CULINAIRE CONTEMPORAIN	50 000
CENTRE EUROPEEN D'ENTREPRISE ET D'INNOVATION	50 000
CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE	10 000
CHAMBRE REGIONALE D AGRICULTURE	10 000
CITEDIA METROPOLE	1 368 604
CLAIR OBSCUR	25 000
COOP DE MAUREPAS LA COHUE	40 390
DELEGATION ILLE ET VILAINE DES FEMMES CHEFFES D ENTREPRISES	1 000
DESTINATION RENNES	821 574
ELAN BATISSEUR	18 000
ELAN CREATEUR	40 000
ENTREPRENDRE AU FEMININ	10 000
FEDE CTRE INITIATIV VALOR AGRICULTURE	5 000
FILMS EN BRETAGNE UNION PROFESSIONNELS	15 000
GOLAEM S.A.	2 142
GPMENT EMPLOYEURS ECONOMIE SOCIALE	10 000
I LOVE CREATIVE MUSIC	500
JOURNEES REGIONALES DE LA CREATI	20 000
LE CRIC COOPERATIVE REGIONALE D'EDUC A L ENTREPRENEURIAT COLLECTIF	13 000
LES CIGALES D ILLE ET VILAINE	5 000
LES PREMIERES BRETAGNE	3 000
MOUVEMENT IMPACT FRANCE	5 000
POLE D EXCELLENCE CYBER	50 000
PRESOL	15 000
PUBLICATIONS API	48 000
RESEAU ENTREPRENDRE BRETAGNE	10 000
RESO SOLIDAIRE	55 000
SEHM	10 000
STARTIJENN	52 000
UNION DU COMMERCE DE RENNES	5 000
UNIVERSITE DE RENNES	77 000
URSCOP	12 000
WILD WITS GAMES	4 000
<b>CULTURE</b>	<b>3 380 160</b>
<b>Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire</b>	<b>2 008 660</b>

ASS PRODUCTEURS POULETS COUCOU DE RENNES	15 000
AU BOUT DU PLONGEOIR	120 000
CABARET THEATRE DROMESKO	40 000
L ESPACE DES SCIENCES	1 833 660
<b>Patrimoine</b>	<b>50 000</b>
BERTA EYN GALEIZZ	2 500
CHUBRI	2 500
DASTUM	45 000
<b>Soutien aux projets culturels et artistiques</b>	<b>1 321 500</b>
3 HIT COMBO	55 500
3 P TIT TOUR	5 000
709 PRODUCTION	5 600
AGORA	2 500
AIDA	5 000
ARGYLL	6 000
ARMA ART LYRIQUE ET MUSIQUE ANCIENNE	3 000
ART COMEDIA	2 000
ASSO FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION	80 000
ASSOCIATION AY ROOP	35 000
ATARAXIE	1 500
CABARET THEATRE DROMESKO	3 250
CENTRE CULTUREL LE TRIANGLE	10 000
CHANTEFABLES	3 000
CIE OPTIMIST CREATRICE UTOPIE SPECTACLE	1 400
CINE MA 35	3 000
CINEMATHEQUE DE BRETAGNE	16 000
CLAIR OBSCUR	106 000
COLLECTIF BRETAGNE FESTIVAL ENGAGE	3 000
COMMUNE DE NOUVOITOU	9 750
COMPAGNIE AIE AIE AIE	5 000
COMPAGNIE ZADJO	3 000
CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE	10 000
COURTS EN BETTON	8 500
CRITIC	5 000
CTR PRODUCTION PAROLES CONTEMPORAINES	20 000
DGINKO	3 000
EDITION LES PERSEIDES	4 900
EDITIONS DU COMMUN	5 000
EDITIONS INCERTAIN SENS	3 500
EDITIONS L OEUF	4 500
EDITIONS LA PART COMMUNE	2 400
ELECTRONI K	86 000
ELEPHANT AND CASTLE	5 000
ENGRENAGE S	6 000
EQUILIBRE	11 000
FAKE	7 000
FEUILLES DE STYLE	5 000
FILMS EN BRETAGNE UNION PROFESSIONNELS	3 000
FONDS REG ART CONTEMPORAIN BRETAGNE	64 000
GRAND SOUFFLET	50 000
GROUPE ODYSSEES	4 000
HECTORES	10 000
I M FROM RENNES	3 500
IDO INITIATIVE DEVELOPP ORGANISATION	10 000
INSTITUT FRANCAIS	12 000
L ARMADA	45 000
L HALLALI PRODUCTION	3 500
L OEIL D OODAAQ	5 000

LA CARAVANE COMPAGNIE	4 500
LA COMPAGNIE 52 HERTZ	4 000
LA COMPAGNIE PRIMITIF	6 000
LA GRENADE	5 000
LA MORT EST DANS LA BOITE	3 000
LA RONCETTE	7 000
LA STATION SERVICE	11 000
LA ZAMAK COMPAGNIE	6 000
LABEL CARAVAN	7 000
LADUDE	1 000
LE JARDIN MODERNE	27 000
LE MARCHE NOIR	4 000
LE PAPIER TIMBRE	4 500
LE THEATRE DE PAPIER	3 000
LENDROIT	27 000
LES ATELIERS DU VENT	8 000
LES DISQUES NORMAL	5 000
LIBRE ART BITRE	6 000
LILICO THEATRE	3 000
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE PACE	2 500
MILLE AU CARRE	3 000
MIRELARIDAINE	3 500
MJC BREQUIGNY	7 500
MUSI COLIBRI	5 000
NAIADE PRODUCTION	7 000
NOIR D ABSINTHE	4 700
ORCHESTRE NATIONAL DE BRETAGNE	112 000
PARAPENTE	5 000
PATCHROCK	5 000
PHOTO A L OUEST PAO	4 000
PRESQUE LUNE EDITIONS	3 000
PRINTEMPS BRUYANT	5 000
PROPULSION	5 000
QUIGNON SUR RUE	4 500
SCOPITONE ET CIE	6 000
SOLE PRODUCTIONS	5 000
SPELEOGRAPHIES	25 000
TRA LE MANI	3 000
TRANS MUSICALES ATM	161 500
TRIPALUM	5 000
TXTR ORGANISATION	7 000
UNIVERSITE RENNES II HAUTE BRETAGNE	25 000
VENT D'ETOILE	1 000
VERSION 14	3 000
<b>ENVIRONNEMENT, ENERGIE, SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS</b>	<b>682 204</b>
<b>Energie et réseaux de chaleur</b>	<b>555 204</b>
AGENCE LOCALE ENERGIE CLIMAT PAYS RENN	397 354
ASS DEPART INFORMATION LOGEMENT I ET V	135 000
CELLULE ECONOMIQUE DE BRETAGNE	12 850
UNIVERSITE DE RENNES	10 000
<b>Gestion durable des déchets et économie circulaire</b>	<b>27 000</b>
DISTRO	12 000
DU VERT DANS LES YEUX	8 000
LA CAVERNE	2 000
PAKADUR	0
TERRE	5 000
<b>Qualité environnementale, gestion et prévention des risques</b>	<b>100 000</b>

AIR BREIZH	40 000
MAISON DE LA CONSOMMATION	38 000
OBSERVATOIRE DE L ENVIRONNEMENT EN BRETAGNE	22 000
<b>MOBILITE ET TRANSPORTS</b>	<b>100 081</b>

Adapter le domaine de voirie pour répondre aux objectifs des politiques de mobilité	15 081
INST NAT ENS SUP AGRICULTURE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT	15 081
Définir la stratégie et offrir des services de mobilité	85 000
EHOP	40 000
LA PETITE RENNES	30 000
RAYONS D ACTION	15 000
<b>PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE RM</b>	<b>3 698 198</b>
Animation de l'intercommunalité, proximité et appui aux communes	188 500

AGCE URBAN DEVEL INTERCOM AGGL RENNAIS	188 500
<b>Communication</b>	<b>59 231</b>
3 HIT COMBO	1 125

4 B INFORMATION JEUNESSE PLACE POSSIBLES	15 831
ASSO FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION	2 625
ASSOCIATION AY ROOP	1 125
ASSOCIATION BUG	20 000
CLAIR OBSCUR	1 875
CRAB CAKE CORPORATION	750
CTR PRODUCTION PAROLES CONTEMPORAINES	1 125
ELECTRONI K	2 025
THEATRE NATIONAL BRETAGNE	3 000
TRANS MUSICALES ATM	9 750
<b>Participation citoyenne</b>	<b>45 000</b>
ASS DECIDER ENSEMBLE	45 000

Prospective, évaluation, politiques temporelles, coopérations et appui aux communes	2 882 275
---	-----------

AGCE URBAN DEVEL INTERCOM AGGL RENNAIS	2 705 500
ASSOCIATION BUG	4 000
BRETAGNE RURALE DEVELOPPEMENT DU	10 000
COMMUNE DE SAINT MALO	45 000
DESTINATION RENNES	86 275
ID4CAR	14 000
IMAGES ET RESEAUX ASSOCIATION	10 000
INSTITUT D ETUDES	7 500
<b>Ressources humaines</b>	<b>523 192</b>
ASSOCIATION SPORTIVE MUNICIPAUX RENNES METROPOLE	11 950
CAPITAL FILLES	500

COMITE ACTION SOCIALE DES COLLECTIVITES	510 742
<b>Total général</b>	<b>27 749 539</b>

## BUDGET ANNEXE ÉLIMINATION ET VALORISATION DES DÉCHETS

BUDGET ANNEXE DECHETS	CA 2022
ANETH	7 919
COOP DE MAUREPAS LA COHUE	2 100
DU VERT DANS LES YEUX	1 050
ENTR NOUVELLE INSERTION ECO RENNES 35	6 370
ENVIE RENNES 35	8 400
L ECHAPPEE BENNE	5 490
L EQUIPIERE	4 298
LA BELLE DECHETTE	20 608
LA PETITE RENNES	7 000
NUMYCLAGE	1 050
XYLM	10 000
<b>Total général</b>	<b>74 285</b>

# GLOSSAIRE

<b>AC</b>	Attribution de compensation
<b>BP</b>	Budget primitif
<b>CA</b>	Compte administratif
<b>CET</b>	Contribution économique territoriale
<b>CFE</b>	Cotisation foncière des entreprises
<b>CVAE</b>	Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises
<b>DCRTP</b>	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
<b>DGD</b>	Dotation générale de décentralisation
<b>DGF</b>	Dotation globale de fonctionnement
<b>DM</b>	Décision modificative
<b>DOB</b>	Débat d'orientation budgétaire
<b>DRFiP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>DSC</b>	Dotation de solidarité communautaire
<b>DSP</b>	Délégation de service public
<b>FCTVA</b>	Fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée
<b>FNGIR</b>	Fonds national de garantie individuelle des ressources
<b>FPIC</b>	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales
<b>FPS</b>	Forfait post-stationnement
<b>GEMAPI</b>	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
<b>GVT</b>	Glissement vieillesse technicité
<b>IFER</b>	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau
<b>PCAET</b>	Plan climat air-énergie territorial
<b>SDIS</b>	Service départemental d'incendie et de secours
<b>ROB</b>	Rapport d'orientations budgétaires
<b>SPIC</b>	Service public industriel et commercial
<b>SPL</b>	Société publique locale
<b>TA</b>	Taxe d'aménagement
<b>TASCOM</b>	Taxe sur les surfaces commerciales
<b>TEOM</b>	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
<b>TFNB</b>	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
<b>TFB</b>	Taxe foncière sur les propriétés bâties
<b>TH</b>	Taxe d'habitation
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UVE</b>	Usine de valorisation énergétique
<b>VM</b>	Versement mobilité (anciennement Versement transport)
<b>VT</b>	Versement transport (nouvellement, Versement mobilité)

Envoyé en préfecture le 05/07/2023

Reçu en préfecture le 05/07/2023

Affiché le

ID : 035-243500139-20230622-C23\_096-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2023

Reçu en préfecture le 05/07/2023

Affiché le

ID : 035-243500139-20230622-C23\_096-DE

ID : 035-243500139-20230622-C23\_096-DE